

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	19.04.2024
Thème	Elections
Mot-clés	Sans restriction
Acteurs	Freiburg
Type de processus	Sans restriction
Date	01.01.1965 - 01.01.2023

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Bernath, Magdalena
Brändli, Daniel
Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Clivaz, Romain
Denz, Andrea
Frey, Jürg
Hohl, Sabine
Holenstein, Katrin
Porcellana, Diane
Rinderknecht, Matthias
Schoenholtz, Stephan

Citations préféré

Bernath, Magdalena; Brändli, Daniel; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Clivaz, Romain; Denz, Andrea; Frey, Jürg; Hohl, Sabine; Holenstein, Katrin; Porcellana, Diane; Rinderknecht, Matthias; Schoenholtz, Stephan 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Elections, Freiburg, 1981 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 19.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Eléments du système politique	1
Elections	1
Elections des parlements cantonaux	4
Elections des gouvernements cantonaux	9
Elections cantonales complémentaires	13
Elections fédérales	14
Elections complémentaires pour le Conseil des Etats	20

Abréviations

AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
SRF	Schweizer Radio und Fernsehen
SGV	Schweizerischer Gewerbeverband
SBV	Schweizerischer Bauernverband
USR III	Unternehmenssteuerreform III
BAK	Bundesamt für Kultur

AVS	Assurance-vieillesse et survivants
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats
RTS	Radio Télévision Suisse
USAM	Union suisse des arts et métiers
USP	Union Suisse des Paysans
RIE III	Réforme de l'imposition des entreprises III
OFC	Office fédéral de la culture

Chronique générale

Éléments du système politique

Elections

Elections

ÉLECTIONS
DATE: 01.01.2016
DIANE PORCELLANA

En 2016, plusieurs cantons (**UR, SZ, FR, BS, SH, SG, AG, TG**) ont renouvelé leurs **autorités cantonales**. La composition partisane des exécutifs est restée inchangée dans les cantons de Schwytz, Fribourg, Bâle-Ville, Schaffhouse, Saint-Gall et Thurgovie. Excepté Bâle-Ville, elle reflète des majorités bourgeoises ou de centre-droite. En Argovie, les Verts ont perdu un siège au profit de l'UDC, renforçant ainsi la majorité de centre-droit. Dans le canton d'Uri, l'UDC a été congédiée après six ans au Conseil d'Etat. A présent, le PLR possède autant de sièges que le PDC. Le canton d'Obwald a connu deux élections complémentaires au cours de l'année. Le PDC a pu maintenir son siège, tout comme dans le canton de Zoug. Le siège PLR a été obtenu par un citoyen sans couleur politique. Egalement à Nidwald, le PLR n'a pas réussi à garder son siège. L'accès de l'UDC au gouvernement bernois a permis de renverser la majorité rouge-verte en place depuis 2006.

Figurent parmi les perdants, le PS, le PLR et les Verts avec la perte de chacun un siège. Ils ont été récupérés par l'UDC, le PDC et un Indépendant. Le PDC reste le parti avec le plus de représentantes et représentants dans les exécutifs cantonaux, avec 40 fauteuils. Il est suivi par le PLR (39 sièges) et le PS (28 sièges).

S'agissant des parlements cantonaux, le parlement de Schwytz expérimentait pour la première fois la répartition des sièges selon le système du double Pukelsheim. Le PLR a progressé avec un gain de 4 sièges dans les cantons de Fribourg et de Saint-Gall, 3 fauteuils à Uri et à Schwytz, et 2 sièges en Thurgovie. L'UDC a également renforcé sa présence grâce à l'obtention de 5 sièges à Saint-Gall et de 3 sièges en Thurgovie. Le PS suit la tendance, avec 5 sièges en Argovie et 3 sièges en Thurgovie. Les Vert'libéraux font une entrée remarquable dans les législatifs de Bâle-Ville et de Schaffhouse avec l'obtention de 4 sièges, tout comme à Schwytz avec 3 sièges. Lors des élections 2016, le PDC s'est affaibli dans tous les législatifs cantonaux. Le PBD n'est plus représenté dans les parlements fribourgeois et st-gallois, le PEV a perdu ses 2 représentants à Saint-Gall.

L'UDC reste en tête, avec ses 590 sièges dans les législatifs cantonaux. Le PLR (544 sièges) arrive derrière l'UDC et est suivi par le PS (459 sièges) et le PDC (435 fauteuils).

Du côté des villes, les citoyennes et citoyens de Bienne, Lucerne, Lugano, Lausanne, Berne et Saint-Gall ont été invités à s'exprimer. Lucerne, Lausanne et Lugano n'ont pas connu de changement concernant la composition de leur exécutif. L'UDC a fait son entrée dans l'exécutif de la ville de Bienne. Le PLR n'est plus présent à Berne. A Saint-Gall, le PLR et le PDC ont chacun perdu un siège. Concernant les législatifs, le PDC, le PST, solidaritéS et les Vert'libéraux siègent maintenant à Lausanne. Les socialistes ont progressé à Lausanne, Lucerne, Berne et Saint-Gall. L'UDC a gagné des sièges à Berne, Bienne et Lugano. Cette année, ce sont le PLR et les Verts qui ont perdu des plumes.

L'année 2016 marquait le 25e anniversaire de la participation des femmes à la Landsgemeinde d'Appenzell Rhodes-Intérieures. L'exécutif du canton de Bâle-Ville compte une femme supplémentaire dans ses rangs. Les villes de Saint-Gall et de Lugano accueillent une femme pour siéger dans l'exécutif, une seconde femme fait son entrée à Lausanne et à Lucerne. Aussi bien dans les principales villes que dans les cantons, la part des femmes lors des dernières élections a augmenté, dans les législatifs, par rapport aux avant-dernières élections. A la fin de l'année 2016, elles représentaient 26.4% dans les parlements cantonaux et 39.6% au niveau communal.¹

ÉLECTIONS
DATE: 01.01.2018
DIANE PORCELLANA

Durant l'année **2018, les autorités des cantons de Berne, de Nidwald, d'Obwald, de Zoug, de Glaris, des Grisons et de Genève ont été renouvelées**. Le PLR a sauvé ses sièges laissés vacants dans les exécutifs de Berne, de Nidwald, de Zoug et de Genève. Le PS a réussi à maintenir les siens à Berne et aux Grisons; tout comme le PBD à Glaris, le PCS à Obwald, les Verts à Berne et l'UDC à Nidwald.

Alors que le PDC avait assuré son siège lors de l'élection complémentaire de 2016 à Obwald, il l'a finalement perdu au profit de l'UDC. En Appenzell Rhodes-Intérieures, Thomas Rechsteiner (pdc), en retrait, a lui aussi été remplacé par un UDC, Ruedi Eberle.

Le Parti du centre a récupéré un des deux fauteuils du PBD aux Grisons et celui de l'Alternative verte à Zoug. Le conseiller d'Etat sortant genevois Luc Barthassat (pdc) n'a pas été réélu, tout comme les conseillers municipaux des villes de Zürich et Winterthour, respectivement Josef Lisibach (udc) et Claudia Nielsen (ps). Enfin, lors de l'élection complémentaire organisée dans le canton de Fribourg, le siège Vert a été cédé au PLR.

S'agissant des législatifs cantonaux, le PS a gagné au total 13 sièges (BE: +5; OW: +2; GL: +1; ZG: +2; GR: +3), mais en a perdu 3 à Genève. A l'inverse, le PDC a remporté un douzième mandat à Genève et a vu son nombre de représentants diminuer dans plusieurs cantons (OW: -3; NW: -1; ZG: -1; GR: -1). Le PLR a renforcé sa présence dans les cantons de Berne (+3 sièges), des Grisons (+3), de Genève (+4) et de Nidwald (+2). Dans les autres cantons, il en a perdu 4 (OW: -2; GL: -1; ZG: -1). Les Verts ont surtout progressé à Genève avec un gain de 5 mandats. Ils ont décroché un dixième siège au parlement zougais et ont cédé 2 des leurs à Berne. Les Vert'libéraux ont obtenu 2 sièges supplémentaires à Glaris et 1 aux Grisons. Sauf à Obwald (+2) et aux Grisons (-), l'UDC n'a enregistré que des pertes (BE: -3; GE: -3; NW: -2; GL: -2; ZG: -1). Il a cédé 3 fauteuils à Winterthour et le double dans la ville de Zürich. Le PBD figure également parmi les perdants avec 7 députés en moins (GR: -5; GL: -1; BE: -1), tout comme le MCG (GE: -8) et le PEV (BE: -2).

Il n'y a eu que dans le législatif du canton d'Obwald et de la ville de Zürich, où le nombre de femmes s'est amoindri par rapport aux élections précédentes (OW: de 16 à 14 sièges; Zürich: de 42 à 40). La présence féminine au gouvernement zougais est assurée avec l'élection de Silvia Thalman-Gut (pdc). Berne et Genève comptent désormais une ministre supplémentaire. Le gouvernement grisonnais est devenu exclusivement masculin suite au départ de Barbara Janom Steiner (pbd), et Anne-Claude Demierre (FR, ps) n'a plus de collègue féminine suite à la démission de Marie Garnier (FR, verts). L'exécutif de Winterthour possède une femme de plus dans ses rangs, avec l'élection de la socialiste Christa Meier.

En parallèle des élections cantonales et communales, le Conseil national n'a pas donné suite à une initiative parlementaire prônant une représentation équilibrée des sexes au Parlement. Il a également, lors du vote final, rejeté le projet pour la souveraineté des cantons en matière de procédure électorale. Enfin, l'auteur de la fraude électorale, lors des élections cantonales valaisannes 2017, a été condamné à 12 mois de prison avec sursis.²

ÉLECTIONS

DATE: 31.12.2021
MATHIAS BUCHWALDER

En **2021, quatre cantons ont réélu leurs autorités législatives** (FR, NE, SO et VS). Comme en 2020, les partis écologistes ont bénéficié de la vague verte. Les Vert-e-s ont augmenté leur score dans les quatre cantons s'étant rendus aux urnes. Ils ont notamment plus que doublé leur part des voix dans le canton de Fribourg. Avec ces progressions, un total de 17 sièges supplémentaires est tombé dans leur escarcelle dans les quatre cantons (de 38 à 55). De leur côté, les Vert'libéraux ont également progressé à Fribourg, Neuchâtel et Soleure. Neuf élu.e.s supplémentaires ont rejoint leur députation, qui passe de 8 à 17 dans ces trois cantons. Pour leur première participation en Valais, ils n'ont en revanche pas pu entrer au Grand Conseil, en récoltant moins d'un pour cent des voix. Du côté des perdants, le PS a en particulier fait les frais des progrès des Vert-e-s. Le parti à la rose a perdu des suffrages dans chaque canton (19 sièges en moins au total). Quant au PLR, il a perdu 12 sièges au total, mais sa part des suffrages est restée relativement stable. A noter que la réduction du nombre de député.e.s de 115 à 100 dans le canton de Neuchâtel fausse un peu la donne, le PLR ayant par exemple cédé 11 sièges pour un score en léger recul. La stabilité a également régné sur l'UDC, dont le nombre de sièges dans ces quatre cantons passe de 71 à 69. Pour le dernier parti gouvernemental, l'année 2021 a été marquée par les premières élections sous le nouveau nom du Centre, dans les cantons de Fribourg et Neuchâtel. A Soleure et en Valais, le PDC concourait encore sous son ancienne bannière, alors que le PBD n'était présent que dans le canton du nord-ouest de la Suisse. S'il faudra probablement attendre les élections fédérales de 2023 pour tirer un bilan de la fusion entre les deux partis, les premières observations n'ont pas démontré de progression significative. Traditionnellement fort dans le canton catholique de Fribourg, le Centre s'est maintenu, en ne perdant qu'un siège. Plutôt faible dans le canton réformé de Neuchâtel, il a gagné deux sièges, passant de 2 à 4. A Soleure, le PDC est resté au même niveau, alors qu'il a poursuivi son déclin en Valais (7 sièges en moins).

La **part des sièges occupés par des femmes au sein des parlements** a augmenté dans chaque canton. La progression a été particulièrement marquée en Valais (de 19.2 à

34.6%) – où le Conseil d'Etat est en revanche désormais composé exclusivement d'hommes – et à Neuchâtel (de 33.9 à 58%), qui est devenu le premier parlement cantonal en Suisse dans lequel siège une majorité féminine. A Fribourg, 33.6% des parlementaires sont des femmes (+4.5pp), alors que ce taux se monte à 30% dans le canton de Soleure (+1.0pp). Tractée par la mobilisation habituelle du Haut-Valais, la participation a frôlé les 60% en Valais (59.5%). A l'autre extrême, moins d'un.e ayant-droit sur trois s'est rendu.e aux urnes dans le canton de Neuchâtel (31.7%). La participation a été de 37.8% à Fribourg et de 44.2% à Soleure.

Lors du **renouvellement des exécutifs** dans les quatre mêmes cantons, le Centre/PDC a subi plusieurs revers. A Fribourg, le troisième siège centriste, détenu depuis 1857, n'a pas pu être défendu. Conclue pour le deuxième tour, la grande alliance de droite, composée du Centre, du PLR et de l'UDC, a néanmoins conservé cinq sièges, l'UDC Philippe Demierre (FR, udc) faisant son entrée au Conseil d'Etat. A gauche, le PS a cédé l'un de ses deux sièges aux Vert-e-s. Le PDC a également perdu un siège en Valais et à Soleure, respectivement au profit de l'UDC et du PLR. Ainsi, les démocrates-chrétiens ne détiennent plus leur majorité historique au Conseil d'Etat dans la vallée du Rhône. Les autres partis (PLR et PS) ont conservé leurs sièges. Sur les bords de l'Aar, le PLR tient désormais le couteau par le manche avec ses deux représentants, qui sont accompagnés par une socialiste, une verte et, comme évoqué précédemment, une démocrate-chrétienne. Enfin, 3 PLR et 2 PS forment le gouvernement sur les rives du lac de Neuchâtel. La situation s'est inversée par rapport à la précédente législature, durant laquelle le gouvernement se composait de 3 PS et 2 PLR.

Dans le canton d'Appenzell Rhodes-Intérieures, la Landsgemeinde n'a pas pu se tenir en raison de la pandémie. Pour la deuxième année consécutive, les citoyennes et citoyens ont donc dû se rendre aux urnes afin de confirmer le mandat accordé à leurs autorités (« Bestätigungswahlen »), un cas de figure qui ne s'était jamais présenté avant 2020.

En outre, deux **élections complémentaires** dans des gouvernements cantonaux ont eu lieu en 2021. La verte Fabienne Fischer (GE) a fait son entrée au Conseil d'Etat genevois après la démission de Pierre Maudet (GE, sans parti). A Glaris, le socialiste Markus Heer a repris la place du démocrate-chrétien Rolf Widmer. Avec ces changements, 41 femmes siègent dans des exécutifs cantonaux à la fin de l'année 2021, soit deux de plus qu'un an auparavant. Sur un total de 154 sièges, 26.6% sont donc occupés par des femmes. Sept cantons ne comptent pas de présence féminine à l'exécutif (LU, UR, AR, GR, AG, TI, VS).

Deux des dix plus grandes **villes** du pays, Lausanne et Lugano, ont également renouvelé leurs autorités en 2021. Dans le chef-lieu vaudois, peu de changements sont à noter. Le Conseil communal est resté aux mains de la gauche, qui détient 66 sièges sur 100. Concernant la Municipalité, l'alliance entre les partis de gauche, malgré une désunion lors du premier tour, s'est reformée lors du deuxième et a conservé 6 sièges sur 7. Comme lors de la législature précédente, le PLR Pierre-Antoine Hildbrand est le seul membre de droite. Si l'on se penche sur les élections communales vaudoises dans leur ensemble, les Vert-e-s ont réalisé la progression la plus marquée, au détriment notamment des libéraux-radicaux. Au Tessin, les élections avaient été repoussées d'une année en raison de la pandémie de Covid-19. Pour autant, cela n'a pas provoqué de changements radicaux à Lugano, qui est restée en mains bourgeoises. Comme lors de la précédente législature, trois membres de la Lega dei Ticinesi, deux PLR, un PDC – l'ex-sénateur Filippo Lombardi – et une socialiste ont été élu.e.s à l'exécutif. Au législatif, le PLR demeure le parti le mieux représenté malgré un score en recul. Suite au décès en août du syndic de la ville Marco Borradori (lega), l'UDC Tiziano Galeazzi, premier des viennent-ensuite de la liste de droite, a fait son entrée au Conseil de ville.³

ÉLECTIONS
DATE: 16.11.1986
KATRIN HOLENSTEIN

Elections des parlements cantonaux

Bei den Grossratswahlen im Kanton Freiburg gewann die CVP 3 Sitze und konnte damit ihre Vormachtstellung konsolidieren. Zweitstärkste Partei bleibt die SP (-1). Die Freisinnigen mussten eine weitere Schwächung ihrer Position in Kauf nehmen und büssten 2 Mandate ein. Die Fraktion der Christlichsozialen verminderte sich um einen Sitz auf 11, diejenige der SVP verstärkte sich von 9 auf 10 Abgeordnete. Mit 14 Parlamentarierinnen (10,8%) wurden zwei Frauen mehr gewählt als 1981.

Auch bei den Wahlen für die siebenköpfige Exekutive bestätigte sich das Erstarken der CVP. In der Absicht, der Wählerschaft eine Auswahl zu bieten, war sie mit 5 Kandidierenden, darunter einer Frau, angetreten. Im ersten Wahlgang, bei dem niemand das absolute Mehr erreichte, konnten sich die fünf Christlichdemokraten zusammen mit den beiden bisherigen Sozialdemokraten klar vor den übrigen Kandidaten platzieren. Angesichts des schlechten Abschneidens des zweiten FDP-Bewerbers, der den Sitz des zurückgetretenen Baudirektors Ferdinand Masset verteidigte, hätte die CVP durchaus die Chance gehabt, die 1981 verlorene absolute Mehrheit in der Regierung wieder an sich zu bringen. Sie bekräftigte aber den Beschluss auf Selbstbescheidung und schickte nur noch die drei Bestplatzierten in den zweiten Wahlgang. Dabei blieb der parteiintern umstrittene bisherige Justizdirektor Rémi Brodard auf der Strecke. Während die Wahl der Kandidierenden von CVP und SP nun als sicher galt, interessierte vor allem das Duell zwischen dem zweiten FDP-Bewerber und dem SVP-Herausforderer Raphaël Rimaz, der den 1981 verlorenen SVP-Regierungssitz schliesslich zurückeroberte. Seine Wahl verdankte der im ersten Wahlgang noch weit abgeschlagene Rimaz nicht zuletzt der Unterstützung durch Grüne, die sich für den ökologisch engagierten Politiker aussprachen. Schlagzeilen machte aber namentlich die Wahl von Roselyne Crausaz (cvp), der ersten Westschweizer Staatsrätin.⁴

ÉLECTIONS
DATE: 17.11.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die Grossratswahlen im Kanton Freiburg, welche nur alle fünf Jahre stattfinden, haben eine **leichte Verschiebung** der politischen Kräfte **zugunsten der Linken und Grünen** sowie eine Stärkung der Frauenvertretung gebracht. Verlierer waren die CVP und die FDP, welche vier resp. drei Sitze verloren; wähleranteilmässig büsste die CVP mit vier Prozent am meisten ein. Die SP verlor einen Teil ihrer Wählerschaft und drei Sitze an die 1989 durch den SP-Dissidenten Félicien Morel gegründete Demokratisch-soziale Partei (DSP); letztere war gegen Ende der vergangenen Legislaturperiode schon durch zwei dissidente Sozialdemokraten vertreten und erhielt neu sieben Sitze. Die unabhängige CSP, welche mehr Sympathien für die DSP als für die CVP hegt, verlor zwei Sitze. Hingegen konnten die Grünen auf Anhieb vier Sitze gewinnen. Somit vereinigt das links-grüne Spektrum 49 Sitze (+6) während das bürgerliche Lager mit neu 80 Mandaten über sieben Sitze weniger als bisher verfügt. Die Frauenvertretung erhöhte sich von 14 (am Ende der Legislatur 12) auf 19 Rätinnen (14,6%), wovon allein zehn der SP angehören.⁵

ÉLECTIONS
DATE: 30.12.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Die **Gesamterneuerungswahl in sechs Kantonalparlamente** (BL, FR, GR, LU, TI, ZH) konnten nur teilweise die Tendenzen der vorjährigen Kantonalwahlen bestätigen. Insgesamt verlor die CVP von allen Parteien am meisten Sitze (-10). Die Erosion schritt auch bei der FDP weiter voran, allerdings in deutlich geringerem Ausmass (-4 Sitze). Mit der massiven Sitzeinbusse des Landesrings in Zürich (-8) nahm dessen Bedeutung weiter ab. Im Gegensatz dazu konnten die Sozialdemokraten auch dieses Jahr vor allem sitzmässig weitere Erfolge verbuchen und standen mit dreizehn zusätzlichen Mandaten (davon allein 9 in Zürich) als eigentliche Sieger da. Eine Umkehr vom bisherigen Erfolgskurs zeichnete sich bei den Grünen ab; sie büssten insgesamt vier Mandate ein und konnten einzig in Freiburg, wo sie neu ins Parlament einzogen, Sitze gewinnen. Die AP konnte nur im Kanton Zürich einen Erfolg verbuchen, wo sie zwei Sitze eroberte. In allen Kantonen ausser Tessin sank die Wahlbeteiligung zum Teil massiv, im Kanton Zürich über 7%. Der Anteil der Frauen stieg – abgesehen vom Kanton Zürich – in allen betroffenen kantonalen und kommunalen Parlamenten. Unter den 894 in sieben Kantonen (ohne AI) gewählten Parlamentsmitgliedern waren 181 Frauen (20,2%).

ÉLECTIONS

DATE: 11.11.2001

MAGDALENA BERNATH

Im November wählten die Freiburgerinnen und Freiburger das Parlament für die nächsten fünf Jahre. Es bewarben sich 511 Personen, davon fast ein Drittel Frauen, für die 130 Sitze. Da die CVP befürchtete, ihre Identität als Zentrumsparterie zu verlieren, verzichtete sie auf eine gemeinsame Liste mit der FDP. Diese Strategie wirkte sich nicht negativ aus: Die Christlichdemokraten konnten ihre 45 Sitze halten. Die FDP gewann ein Mandat hinzu und stellt nun 26 Abgeordnete. **Sechs Verluste mussten hingegen die Sozialdemokraten hinnehmen**, die nun ebenfalls über 26 Mandate verfügen. Von diesem Aderlass profitierte offensichtlich die SVP, die ihre Sitze von acht auf 16 Sitze verdoppeln konnte – ein Resultat, das sogar die Prognosen der SVP selber übertraf, die mit vier Gewinnen gerechnet hatte. Seit 1956, als sie mit 15 Sitzen vertreten war, hatte sie nicht mehr so viel Erfolg gehabt. Von den kleineren linken Parteien konnte die CSP ihre 10 Sitze halten; „Ouverture“ (4), eine Abspaltung der SP, sowie Grüne und „Solidarités“ (1) verloren je einen Sitz. Das Freiburger Parlament zählt mit 33 Frauen (25,4%) fünf mehr als in der vorangehenden Legislative.⁶

ÉLECTIONS

DATE: 05.11.2006

STEPHAN SCHOENHOLTZ

Wie im Kanton Bern stand im November auch in Freiburg ein **verkleinerter Grossrat** zur Wahl. Um die 110 Sitze konkurrierte jedoch eine Rekordzahl von 571 Kandidaten, 60 Anwärter mehr als bei den letzten Wahlen 2001, als das Parlament noch 130 Sitze zählte. Dabei wuchs der Frauenanteil nicht in gleichem Mass und lag mit 166 Kandidatinnen proportional unter dem Anteil von 2001. Die Grünen, für die das Wahljahr bereits in mehreren Kantonen einen deutlichen Aufwärtstrend anzeigt hatte, präsentierten sich in 4 Wahlkreisen mit einer eigenen Liste. Die SVP trat zum ersten Mal in allen 8 Wahlkreisen an, mit dem Ziel, trotz des verkleinerten Rats keine Sitzeinbussen hinnehmen zu müssen. Sie konnte dieses Ziel nicht nur verwirklichen, sondern ihre Vertretung sogar um 2 auf 18 Sitze ausbauen, was einem Wähleranteil von 14,6% entspricht. Die Grünen vermochten 2 Mandate hinzu zu gewinnen und sind nun mit insgesamt drei Abgeordneten im Grossrat vertreten (3,1%). Die SP erlitt im verkleinerten Parlament zwar einen Sitzverlust (neu 25), konnte ihren Wähleranteil aber auf 21,0% steigern. Sie überholte damit die FDP und wurde zur zweitstärksten Kraft. **Grosse Einbussen** mussten hingegen **Christlichdemokraten und Freisinnige** hinnehmen. Die CVP stellt zwar mit 37 Sitzen weiterhin die stärkste Fraktion, hat jedoch 8 Sitze verloren (Wähleranteil 30,2%). Die FDP musste sich mit 19 statt bisher 26 Sitzen begnügen (18,9%). Einen regelrechten Einbruch erlebten auch die unabhängigen Christlichsozialen (csp). Sie erhielten lediglich 5,4% der Stimmen und sind nur noch mit 4 Abgeordneten (-6) im neuen Grossrat vertreten. Von den linken Kleinparteien konnte „Ouverture“ zwei Sitze behaupten und „Solidarités“ schied aus dem Grossrat aus. Neu zog hingegen die EVP mit einem Sitz ins Parlament ein. Lediglich 26 Frauen schafften den Einzug ins Freiburger Parlament, 7 weniger als 2001, was sich prozentual in einem leichten Sinken des Frauenanteils auf 23,6% ausdrückt. Die Stimmbeteiligung lag bei 27%.⁷

ÉLECTIONS

DATE: 01.01.2011

MARC BÜHLMANN

In **sieben Kantonen** (AI, AR, BL, FR, LU, TI und ZH) wurden die Wählerinnen und Wähler nicht nur zur Wahl der nationalen, sondern auch der kantonalen Repräsentanten aufgerufen. Die im Frühjahr durchgeführten **kantonalen Wahlen** wurden dabei als wichtige Gradmesser und Testläufe im Hinblick auf die nationalen Wahlen betrachtet. Nur im Kanton Freiburg fanden die Wahlen nach den Nationalrats- und Ständeratswahlen statt. Rückblickend erwiesen sich die kantonalen Wahlen allerdings nur bedingt als Prognoseinstrumente für die nationalen Wahlen, zu stark sind die kantonalen Eigenheiten. So kündigte sich zwar der herbstliche Vormarsch der neuen Mitte bereits in den Kantonen an, aber eben nur in jenen Kantonen, in denen GLP und BDP überhaupt antraten (BL, FR, LU, ZH). Anders als auf nationaler Ebene konnten die SVP und die Grünen in einigen Kantonen zudem Gewinne verzeichnen. Deutlich waren hingegen in fast allen Kantonen die Verluste der alten Mitteparteien FDP und CVP. Kantonale Besonderheiten zeigten sich besonders deutlich im Tessin, wo ein veritabler Rechtsrutsch zu verzeichnen war. Freilich feierte die Lega nicht nur kantonale Erfolge, sondern konnte auch bei den nationalen Wahlen einen zusätzlichen Sitz gewinnen.

Die insgesamt erfolgreichste Partei bei den kantonalen Parlamentswahlen in den sieben Kantonen war die **GLP** mit total 20 gewonnenen Mandaten. In denjenigen Kantonen, in denen sie neu antrat (BL, FR, LU), konnte sie insgesamt elf Sitze besetzen und in Zürich, in dem Kanton also, in dem sie vor vier Jahren zum ersten Mal überhaupt aufgetreten war, schaffte sie fast eine Verdoppelung ihrer Sitze von 10 auf 19. Auch die zweite Partei der neuen Mitte, die **BDP**, war unerwartet erfolgreich. Sie war in den Kantonen Basel Landschaft, Freiburg, Luzern und Zürich zum ersten Mal angetreten und konnte in drei

Kantone insgesamt zwölf Sitze für sich beanspruchen. Einzig in Luzern ging sie leer aus. Der Antritt der BDP schadete der SVP, von der sie sich abgespalten hatte, wider Erwarten nicht. Im Gegenteil, die **SVP** konnte insgesamt ebenfalls zwölf neue Mandate verbuchen. Einzig in Zürich verlor sie zwei ihrer 56 Sitze, blieb aber dennoch mit Abstand stärkste Partei. Die nationalen Verluste der Volkspartei zeichneten sich in den kantonalen Wahlen also nur sehr bedingt ab. Die kantonalen Gewinne und Verluste der **SP** hielten sich in etwa die Waage. Die Sozialdemokraten konnten in den Kantonen Appenzell Ausserrhoden, Freiburg und Luzern insgesamt acht Sitze zulegen, mussten aber gleichzeitig in den Kantonen Basel Landschaft (-1), Tessin (-4) und Zürich (-1) Sitzverluste in Kauf nehmen. Grosse Verluste in allen Kantonen (mit Ausnahme von AI) mussten die **CVP** und die **FDP** hinnehmen. Gleich in drei Kantonen (BL, LU und ZH) musste der Freisinn jeweils sechs Mandate abgeben. Zudem verlor die FDP je zwei Sitze in Appenzell Ausserrhoden und im Kanton Freiburg. Im Tessin blieb sie mit vier Sitzverlusten nur noch sehr knapp die stärkste Partei im kantonalen Parlament. Insgesamt büsste die FDP im Berichtsjahr also nicht weniger als 26 kantonale Legislativmandate ein. Die CVP musste in den sechs Kantonsparlamenten (ohne AI) insgesamt 22 Sitzverluste verkraften. Darunter fanden sich herbe Verluste in ihren Stammländern Luzern (-7 Sitze) und Freiburg (-6 Sitze). In beiden Kantonen blieben die Christdemokraten allerdings stärkste Fraktion. Die **Grünen** konnten hingegen Erfolge feiern. Während die GP in den Kantonen Zürich, Luzern und Freiburg zwar ihre Wähleranteile, nicht aber ihre Sitzanteile ausbauen konnte, eroberte sie im Kanton Basel-Landschaft einen und im Tessin gleich drei neue Mandate. Vielerorts wurden die Erfolge der Grünen und der GLP mit einem Fukushima-Effekt, also mit der Sensibilität der Wählerschaft für umwelt- und energiepolitische Fragen nach der Atom-Katastrophe in Japan erklärt. Der grosse Erfolg der Grünen in den Kantonen – auch bei den Regierungswahlen konnte die GP gleich in drei Regierungen einziehen (siehe unten) – fand jedoch auf nationaler Ebene keine Entsprechung.

Bei den kleineren Parteien hielt die Niederlagenserie der Schweizer Demokraten weiter an. Die SD verloren ihren Sitz in Basel und sind jetzt schweizweit nur noch im Kanton Aargau in einer kantonalen Legislative vertreten. Die EDU konnte ihre fünf Sitze in Zürich halten und half im Tessin auf einer Mischliste mit, die fünf Sitze der SVP zu verteidigen. In den Kantonen Basel-Landschaft und Freiburg war die Union allerdings nicht mehr angetreten. Die EVP musste insgesamt fünf Mandate abgeben. In Zürich verlor sie drei Sitze (neu: 7) und in Appenzell Ausserrhoden und in Freiburg jeweils einen Sitz. Im Kanton Freiburg war sie damit nicht mehr im Parlament vertreten. Im Kanton Basel-Landschaft konnte sie ihre vier Mandate knapp verteidigen. Einen Grosse Erfolg feierte die Lega im Kanton Tessin. Sie gewann sechs Sitze und war mit 21 Mandaten neu zweitstärkste Fraktion im Parlament des Südschweizer Kantons. Überraschend zog im Tessin zudem die kommunistische Partei zusammen mit dem „Movimento per il Socialismo“ mit einem Sitz ins Parlament ein. Die CSP konnte ihre vier Sitze im Kanton Freiburg halten. Im Kantonsparlament von Zürich konnte die Alternative Liste ihre Sitzzahl auf drei ausbauen (+1 Sitz). Ein Unabhängiger sass im Parlament im Kanton Freiburg und 22 Unabhängige hatten Sitze in der Legislative des Kantons Appenzell Ausserrhoden inne.

In drei der fünf Kantone, welche die **Wahlbeteiligung** ausweisen (nicht in AI und AR), war diese im Vergleich zu den letzten Gesamterneuerungswahlen zurückgegangen. Im Kanton Basel-Landschaft betrug der Rückgang 1,9 Prozentpunkte. Nur noch 35,1% der Baselbieter Bevölkerung beteiligte sich an den Landratswahlen. Etwas höher (38,2%) war dieser Anteil in Zürich, wo die Wahlbeteiligung im Vergleich zu 2007 (35,9%) leicht angestiegen war. Leicht zurückgegangen war die Beteiligung hingegen auch im Kanton Luzern und zwar von 44,8% (2007) auf 43,5% (2011). Fast genauso hoch war die Wahlbeteiligung im Kanton Freiburg (43,4%). Hier hatte sie im Vergleich zu 2006 allerdings um 2,7 Prozentpunkte zugenommen. Über die Hälfte der Tessiner Bevölkerung machte von ihrem Wahlrecht Gebrauch. Die 58,5% bedeuteten aber auch in der Südschweiz im Vergleich zu den letzten Gesamterneuerungswahlen (62,1%) einen Rückgang.

Auf die insgesamt 704 Sitze, die in den sieben Kantonsparlamenten zu vergeben waren, wurden insgesamt 186 Frauen gewählt (26,4%). In drei Kantonen hatte der **Frauenanteil** abgenommen. Im Kanton Freiburg verloren die Frauen drei Sitze. Der Anteil an Frauen in der Freiburger Legislative betrug damit noch 20,9%. Je einen Sitz mussten die Frauen im Kanton Appenzell Ausserrhoden und im Tessin abgeben. Während die Appenzellerinnen noch mit 14 Kantonsparlamentarierinnen vertreten sind (21,5%), waren die Tessinerinnen lediglich noch von neun Frauen repräsentiert (13,3%). Verbessert hat sich die Frauenrepräsentation hingegen in den anderen vier Kantonen,

welche 2011 kantonale Wahlen abhielten. Rund ein Drittel Frauen sitzen in den Kantonsparlamenten von Zürich (33,3%; +2 Sitze) und Basel-Landschaft (35,6%, +1 Sitz). Gleich um sieben Sitze zulegen konnten die Frauen im Kanton Luzern, wo ihr Repräsentationsgrad von 25% auf 30,8% anstieg. Im Kanton Appenzell Innerrhodens wurde ebenfalls eine zusätzliche Frau ins Parlament gewählt, wo neu elf Abgeordnete die Appenzellerinnen vertreten (22,5%). Gesamtschweizerisch war Ende 2011 rund ein Viertel der kantonalen Parlamentssitze mit Frauen besetzt (25,2%). Im Vergleich zu 2010 (24,9%) und im Gegensatz zum nationalen Parlament war dieser Anteil also wieder leicht angestiegen (die Vergleiche basieren auf den Resultaten der kantonalen Wahlen 2002 bis 2012; später nachgerückte oder zurückgetretene Frauen wurden zur Berechnung der Frauenanteile nicht berücksichtigt).⁸

ÉLECTIONS
DATE: 13.11.2011
MARC BÜHLMANN

Der Kanton Freiburg kennt eine fünfjährige Amtsdauer, so dass alle 20 Jahre die kantonalen Wahlen mit den nationalen Wahlen zusammenfallen. Folglich wurde die Freiburger Wählerschaft nur wenige Wochen nach den nationalen Wahlen wieder zu den Urnen gerufen, um den **110 Sitze umfassenden Grossen Rat** zu bestellen. Insgesamt traten 627 Kandidierende an, davon 201 Frauen. Der Frauenanteil unter den Kandidierenden war damit im Vergleich zu 2006 (29%) leicht auf 32,6% angewachsen. Die 8,3 Kandidierenden pro Sitz waren auch in Anbetracht der schwierigen Kandidatensuche im nationalen Wahljahr sehr hoch. Fünf Jahre zuvor betrug diese Quote noch 5,2. Die CVP, die SP und die SVP traten in allen Bezirken mit vollen Listen an. Auch die FDP kandidierte in sämtlichen Bezirken, hatte ihre Listen aber nicht überall gefüllt. Die Grünen, die CSP, die EVP, die GLP und die neu antretende BDP konzentrierten sich auf einzelne Bezirke. Die EDU trat nicht mehr an. 23 Sitze wurden aufgrund von Rücktritten frei. Einigen Wirbel verursachten die Querelen innerhalb der CVP. Parteipräsident Emanuel Waeber hatte Ende Februar aufgrund mangelnder Unterstützung durch die Basis den Bettel hingeworfen und war zur SVP übergetreten, für die er im Herbst erfolglos für den Nationalrat kandidierte. Ständerat Urs Schwaller musste ad Interim die Führung der Freiburger CVP übernehmen.

Dieser Knatsch sowie der sich auch in Freiburg bestätigende **Trend hin zur neuen Mitte kostete die CVP bei den Wahlen sechs Sitze**. Mit den verbleibenden 31 Sitzen und den 26,6% Wähleranteil (-4 Prozentpunkte) blieb die CVP jedoch noch knapp stärkste Partei im Kanton Freiburg. Dank dem Gewinn von vier Sitzen war ihr die SP allerdings mit neu 29 Mandaten dicht auf den Fersen. Der Erfolg der Freiburger Sozialdemokraten bei den Nationalratswahlen konnte also auf kantonaler Ebene wiederholt werden. Die SP legte von 21% Wähleranteil 2006 auf 24,3% zu. Zu den Gewinnerinnen gehörte auch die SVP, die drei Sitze zulegen konnte und neu 21 Vertreterinnen und Vertreter im Kantonsparlament hat (18,6%, +2,6 Prozentpunkte). Die FDP hingegen musste zwei Sitze abgeben und kam neu noch auf 17 Mandate. Sie verlor 3,3 Prozentpunkte und wusste noch 15,3% der Freiburger Wählerschaft hinter sich. Die BDP (1,7%) und die GLP (4,3%) – zusammen mit den Freien Wählern Düdingen, die bereits einen Sitz inne hatten – konnten je zwei Sitze gewinnen. Die Grünen (3 Sitze, 3,7%), die CSP (4 Sitze, 3,7%) und die Unabhängigen (1 Sitz, 1,4%) konnten ihre Besitzstände wahren. Ihre Sitze verloren hatten hingegen die EVP und das Mouvement Ouverture. Insgesamt wurden 14 Grossrätinnen und Grossräte abgewählt. Der Frauenanteil im Grossrat lag neu bei 20,9% und war im Vergleich zu 2006 (23,6%) gesunken: Die Frauen bürsteten insgesamt drei Sitze ein. 43,4% der Freiburger Wahlberechtigten gingen an die Urne (2006: 40,7%).⁹

ÉLECTIONS
DATE: 06.11.2016
DIANE PORCELLANA

L'élection du Grand Conseil fribourgeois s'est déroulée en parallèle du premier tour de l'élection du gouvernement cantonal. En raison de l'évolution démographique, le district de la Singine n'aura désormais le droit qu'à 15 sièges et la Gruyère à 19. Les autres cercles électoraux conservent leur nombre de sièges - Ville de Fribourg 14 sièges, Sarine-Campagne 24 sièges, Lac 13 sièges, Glâne 8 sièges, Broye 11 sièges et Veveysse 6 sièges. Suite à la décision du Tribunal administratif cantonal de septembre 2012, consécutive à un recours des Vert'libéraux, le système électoral du canton de Fribourg a du être révisé, car jugé anticonstitutionnel en raison de la réduction du nombre de députés de 130 à 110. Cette année, les suffrages des électeurs veveysans seront donc cumulés avec ceux de la Glâne, afin que les chances d'élection soient rééquilibrées entre les différents districts.

Pour décrocher l'un des 110 sièges, 616 personnes se sont portées candidates, alors qu'en 2011, elles étaient 627. Le PDC, le PS, le PLR et l'UDC ont déposé une liste dans tous les districts. Le PCS avaient des listes dans les cercles électoraux de Fribourg-Ville, de Sarine-Campagne et de la Singine. Les Vert-libéraux en avaient dans les districts du

Lac, de Fribourg-Ville et Sarine-Campagne. Les Verts ont proposé des candidatures dans les districts de Gruyère, de la Sarine-Campagne et Fribourg-Ville. Le PBD était présent dans les cercles électoraux de la Sarine-Campagne, de la Gruyère, de Glâne et de la Broye. Une liste intitulée "Freie Wähler Sense" a été déposée en Singine et dans le cercle Sarine-Campagne. D'autres listes ont été déposées dans la Broye, en Singine, dans les districts de Fribourg-Ville et de Sarine-Campagne.

Le PDC est le grand perdant de ces élections. En effet, en passant de 31 à 27 sièges, il perd sa place de parti le plus fort au Parlement cantonal (force : 23.7%; -2.9% par rapport à 2011). C'est le PS qui le remplace, malgré la perte d'un siège et avec un total de 28 sièges (23.6%; -0.7%). Le PBD perd deux sièges (0.2%; -1.5%) et n'est, par conséquent, plus représenté au Grand Conseil. Même s'il souhaitait conserver ses deux sièges, voire même en acquérir un troisième, le parti avait communiqué, lors de la campagne, que sa stratégie était basée sur le long terme, soit en vue de 2023 ou de 2027. Le PLR, grand vainqueur du jour, gagne quatre sièges (18.2%; +2.9%) et les Verts trois sièges (3.4%; -0.3%). Le PLR obtient donc autant de membres élus que l'UDC (19.7%; +1.1%), qui a maintenu tous ses sièges, soit 21. Ce dernier n'a cependant pas atteint son objectif de gagner deux sièges supplémentaires. Les Verts comptabilisent actuellement six sièges. Le Centre Gauche-PCS maintient ses quatre représentants (3.6%; -0.1%), tout comme les Vert'libéraux leur unique siège (1.9%; -1%). Enfin, deux indépendants décrochent un mandat supplémentaire (5.7%; +2.9%). Ils figuraient sur les listes "Freie Wähler Sense" et "La Broye c'est vous". En comparaison à 2011, la stabilité règne au Parlement cantonal. En effet, le centre droit et la droite (PDC, PLR et UDC) détiennent toujours près de deux tiers des sièges (69 sur 110).

Plus précisément en ce qui concerne les cercles électoraux, en Gruyère, le siège supplémentaire acquis pour raison démographique était très prisé de tous les partis. Ce sont finalement les écologistes qui en bénéficieront, l'alliance des Verts et des Vert'libéraux ayant permis aux Verts d'accéder au Grand Conseil. Pour les autres partis, le PLR gagne un siège au détriment du PDC, alors que le PS et l'UDC conservent le même nombre de sièges. En résumé, sur 19 sièges, le PDC, le PS et le PLR ont chacun obtenu 5 sièges, l'UDC 3 et les Verts 1. Dans le cercle électoral de la Singine, un siège a été perdu suite à la nouvelle répartition. C'est le PDC qui en fait les frais. Ce dernier perd un deuxième siège, cette fois au profit du PS. Les listes PLR, PCS, UDC et Electeurs libres ont conservé le même nombre de sièges. Ainsi, sur 15 sièges, le PDC n'en a plus que 4, le PS et l'UDC chacun 3, le PLR et le PCS 2 chacun et les Electeurs libres 1 seul. Sur les 24 sièges du cercle électoral Sarine-Campagne, le PLR et les Verts acquièrent chacun un siège supplémentaire, au détriment du PS et du PDC. Cependant, le rapport de force reste inchangé. La droite conserve 14 sièges et la gauche les 10 fauteuils restants. Les Verts doublent leur représentation en accédant à un second siège au Grand Conseil, le PLR acquiert un cinquième siège et l'UDC conserve ses 4 sièges. Le PCS sauvegarde son unique siège. Le PDC n'a plus que 5 sièges et le PS 7. Dans la Broye, le PS maintient ses 2 sièges, tout comme les Verts leur unique siège. Le PDC perd son quatrième siège et le PLR son troisième siège. L'UDC acquiert un second siège et la liste indépendante "La Broye, c'est vous" acquiert un siège. Pour le district du Lac, 65 candidatures ont été déposées pour les 13 sièges du Grand Conseil. Le PDC perd un siège au profit du PLR. Ainsi, le PDC n'a plus que 2 sièges, alors que le PS et le PLR ont chacun 3 sièges. L'UDC conserve ses 4 sièges, tout comme les Vert'libéraux leur unique siège. Dans la Glâne, il n'y a pas eu de changement au niveau des partis. Le PDC conserve ses 3 sièges, l'UDC et le PS sauvegardent leurs 2 sièges et le PLR son siège unique. En Veveyse, le PS a perdu son second siège au profit de l'UDC, qui obtient donc 2 sièges au Grand Conseil. Le PDC a toujours 2 sièges et le PLR un seul représentant. Pour la ville de Fribourg, l'UDC perd son deuxième siège au profit du PLR, qui en comptabilise désormais 2. Le PS sauve ses 5 sièges, tout comme le PDC ses 3 sièges. Les Verts maintiennent leurs 2 sièges et la liste Centre Gauche-PCS son unique siège.¹⁰

Elections des gouvernements cantonaux

ÉLECTIONS

DATE: 31.12.1981
JÜRIG FREY

Le changement le plus important a été enregistré dans le canton de Fribourg. Le PS a fait une remarquable percée au détriment avant tout des démocrates-chrétiens. Après avoir perdu la majorité au Grand Conseil en 1966 déjà, le PDC a vu sa base électorale se rétrécir progressivement depuis lors. Néanmoins, il a réussi à conserver jusqu'aux dernières élections de novembre 1981 la majorité à l'exécutif. A la suite de la démission des deux magistrats démo-chrétiens, P. Dreyer et A. Waeber, une formule magique plus équilibrée s'est également imposée au sein du Conseil d'Etat fribourgeois où siègent désormais, à côté de trois PDC, deux socialistes, F. Morelet D. Clerc. Dans la mesure où le PRD a réussi à conserver ses deux sièges, le représentant UDC, J. Cottet, a été contraint de passer la main. Un remaniement semblable dans le rapport des forces s'est opéré à l'occasion du renouvellement du parlement. Le PDC a reculé et le PS progressé. Ce dernier est même devenu la seconde force politique du canton, devançant ainsi les radicaux.¹¹

ÉLECTIONS

DATE: 08.12.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

Bei den Freiburger Staatsratswahlen – welche **infolge von vier Rückritten besonders umstritten** waren – erreichte von 21 Kandidatinnen und Kandidaten im ersten Wahlgang niemand das absolute Mehr. Am besten schnitten die Kandidaten der CVP ab, wobei aber die einzige Frau in einer Westschweizer Regierung, Baudirektorin Roselyne Crausaz (cvp), innerhalb ihrer Partei nur den fünften Platz belegte. In der Gesamtauswertung folgten auf die drei erstplazierten CVP-Vertreter der bisherige Justiz- und Polizeidirektor Raphael Rimaz (svp), der Neue Pierre Ecoffey (cvp) und erst auf dem sechsten Rang Crausaz. Der bisherige Finanzdirektor und Begründer der freiburgischen demokratisch-sozialen Partei, Félicien Morel, erreichte nur den siebten Rang, gefolgt von den Sozialdemokraten Pierre Aeby und Ruth Lüthi. Die Delegiertenversammlung der CVP entschied, dass **nur die drei erstplazierten Kandidaten ihrer Partei zum zweiten Wahlgang antreten durften, womit die Bisherige Roselyne Crausaz ausschied.**

Im zweiten Wahlgang musste die drittstärkste Partei im Kantonsparlament, die FDP, ihren einzigen Regierungssitz an die SP abtreten. Das beste Resultat erreichte der Vorsteher des Amtes für Wirtschaftsförderung, Michel Pittet (cvp); seine Parteikollegen Urs Schwaller und Augustin Macheret erreichten die Plätze vier und sechs. Auf dem zweiten und dritten Rang folgten Raphael Rimaz (svp) und Félicien Morel (dsp). Den Sozialdemokraten gelang es nach 1971 zum zweiten Mal, die FDP aus der Regierung zu verdrängen; die Kantonalparteipräsidentin Ruth Lüthi eroberte den siebten Platz in der Regierungssitzvergabe, während sich ihr Parteikollege Pierre Aeby als fünfter klassierte.¹²

ÉLECTIONS

DATE: 11.11.2001
MAGDALENA BERNATH

Aussergewöhnlich an den diesjährigen Staatsratswahlen war, dass die **Stimmbürgerinnen und -bürger darauf verzichteten, die Regierungszusammensetzung zu ändern.** Zum ersten Mal seit 1966 sieht die neue Exekutive parteipolitisch gleich aus wie die vorangehende. Sie umfasst drei Mitglieder der CVP, zwei der SP, einen Vertreter der FDP und einen Unabhängigen. Mit Ausnahme von Augustin Macheret (cvp), der nach zehnjähriger Regierungstätigkeit aus dem Amt schied, stellten sich alle Regierungsmitglieder erneut zur Wahl. Als Ersatz für Macheret nominierte die CVP die frühere persönliche Mitarbeiterin von Bundesrätin Metzler, Isabelle Chassot. Des Weiteren kandidierten neben den Bisherigen Jean-Luc Baechler (cvp), Pascal Friolet (fdp), Benoît Rey (csp) und Romain Barras (svp). Mit 56% der Stimmen erreichte einzig Staatsrat Pascal Corminboeuf das absolute Mehr; der Unabhängige hatte sich mit seiner Publikumsnähe sowie seiner Arbeit an der Staatsverfassung und bei den Gemeindefusionen die Anerkennung der Bevölkerung erworben. Auf den Plätzen zwei bis vier folgten die beiden Bisherigen der CVP Urs Schwaller und Michel Pittet mit 49,5% beziehungsweise 46% der Stimmen und die Neue Isabelle Chassot mit 43,5%; die Mitglieder der SP Ruth Lüthi und Claude Grandjean erreichten 39,5% und 32% der Stimmen und der Freisinnige Claude Lässer 28%. Nur wenige Stimmen dahinter lag Baechler (cvp), dann folgten Friolet (fdp), Rey (csp) und abgeschlagen auf dem letzten Platz der Kandidat der SVP, Barras. Das schlechte Abschneiden von Claude Grandjean war wohl auf die Affäre Grossrieder zurückzuführen, als der SP-Staatsrat den obersten Drogenfahnder des Kantons aufgrund eines Korruptionsverdachts entlassen hatte, Grossrieder vor Gericht jedoch freigesprochen wurde. Nachdem nur wenige Tausend Stimmen für ihren Kandidaten Romain Barras eingegangen waren, widerstand die SVP der Versuchung, einen anderen Kandidaten für den zweiten Wahlgang zu nominieren.

Barras hatte seine Bewerbung bereits unmittelbar vor den Wahlen zurückziehen müssen, weil er wegen Verleumdung und falscher Anschuldigung verurteilt worden war. Da auch die übrigen drei Letztplatzierten aufgaben, entfiel ein zweiter Wahlgang. Die fünf bisherigen Staatsräte und die Neue Isabelle Chassot wurden in stiller Wahl gewählt.¹³

ÉLECTIONS

DATE: 26.11.2006

STEPHAN SCHOENHOLTZ

Die Wahlen im November **bestätigten bereits zum zweiten Mal nach 2001 die seit 1996 geltende Konstellation**, in der drei Mitglieder der CVP, zwei der Sozialdemokraten sowie einer der FDP und ein Parteiloser den Staatsrat bilden. Allerdings waren Wahlkampf und -verlauf wesentlich reibungsvoller und offener, als es das blosse Ergebnis vermuten lässt. So brauchte die CVP lange Zeit, einen geeigneten Kandidaten zu finden, um den frei werdenden Sitz von Michel Pittet zu verteidigen. Im Zusammenhang mit der Sicherstellung ihrer drei Mandate stand für die CVP zeitweilig die angestrebte gemeinsame Liste mit der FDP in Frage, da die Freisinnigen die Eroberung eines zweiten Regierungssitzes zum Wahlziel erklärt hatten. Die SP befand sich in der schwierigen Lage, um ihre beiden Sitze mit neuen Kandidaten kämpfen zu müssen. Konkurrenz kam dabei nicht nur von den Freisinnigen sondern auch von der SVP und den Grünen. Der SVP wollte die Zurückeroberung ihres 1996 verlorenen Regierungssitzes versuchen, während die Grünen vor allem in Hinblick auf ihr Abschneiden in den Grossratswahlen 3 Kandidaten aufstellten. Vor dem Hintergrund dieser Konstellation verzichtete die SP auf ein Bündnis mit den Christlichsozialen und präsentierte für den ersten Wahlgang fünf eigene Kandidaten. Neben den 4 Bisherigen bewarben sich also 13 neue Kandidaten, davon 4 Frauen, um die 3 frei werdenden Sitze im Staatsrat. Der erste Wahlgang bescherte der gemeinsamen Liste von CVP und FDP bei einer Stimmbeteiligung von 40,7% einen ersten Erfolg, da neben dem Parteilosen Pascal Corminboeuf auch Beat Vonlanthen und Isabelle Chassot, die Bisherigen der CVP, das absolute Mehr der Stimmen erreichten. Im 2. Wahlgang kandidierten noch immer 8 Bewerber für die 4 freien Sitze. Da sowohl FDP als auch SVP ihre Sitzansprüche aufrecht hielten, lag eine Absage an den Status quo im Bereich des Möglichen. In einem recht knappen zweiten Wahlgang (Stimmbeteiligung: 39,9%) wurden jedoch nicht nur der Bisherige Claude Lässer (fdp) und der neue CVP-Kandidat Georges Godel sondern auch die beiden Kandidaten der SP, Erwin Jutzet und Anne-Claude Demierre, in den Staatsrat gewählt. Der Kandidat der SVP blieb chancenlos und die bisherige Regierungskonstellation blieb bestehen; in ihr sind weiterhin 2 Frauen und 5 Männern vertreten.¹⁴

ÉLECTIONS

DATE: 04.12.2011

MARC BÜHLMANN

Für die Wahlen in den Staatsrat traten drei Frauen und neun Männer an, also fünf Kandidierende weniger als vor fünf Jahren. Mit ein Grund für den Rückgang dürfte der Umstand gewesen sein, dass bei den aktuellen Gesamterneuerungswahlen von 2011 **lediglich zwei und nicht drei Sitze vakant** waren. Claude Lässer (fdp) und der Parteilose Pascal Corminboeuf waren auf Ende Legislatur zurückgetreten. Ihre Amtszeit war nach 15 Jahren und drei Legislaturen abgelaufen. Umkämpft war vor allem der frei werdende unabhängige Sitz, um den ein Dreikampf zwischen SP, FDP und SVP entbrannte. Die FDP wollte mit Maurice Ropraz und Markus Ith nicht nur ihren Sitz verteidigen, sondern auch den frei werdenden Sitz angreifen. Die SVP wiederum visierte die Rückeroberung ihres 1996 verlorenen Regierungssitzes an und hob wie bereits vor fünf Jahren Pierre-André Page auf ihren Schild. Auch die SP schickte nicht nur ihre beiden bisherigen Anne-Claude Demierre und Erwin Jutzet ins Rennen, sondern versuchte zudem mit Xavier Ganioz den vakanten unabhängigen Sitz zu erobern. Um den Verlust eines der beiden eigenen Sitze zu verhindern, gingen die Sozialdemokraten zudem eine Listenverbindung mit den Grünen und der CSP ein. Sowohl die Grünen (Marie Garnier) als auch die CSP (Pierre-Olivier Nobs) stellten je eine Kandidatur. Die drei Sitze der CVP schliesslich schienen auch deshalb ungefährdet, weil die Christdemokraten mit ihren drei Bisherigen antraten: Isabelle Chassot, Beat Vonlanthen und Georges Godel galten als unbestritten. Die CVP und die FDP gingen – anders als vor fünf Jahren – kein Bündnis mehr ein. Der Grossrat Albert Bachmann, der bei der internen Ausmarchung der Kandidierenden von der FDP nicht berücksichtigt wurde, trat aus der Partei aus, gab sein Grossratsmandat ab und stieg als wilder Kandidat ins Rennen.

Im ersten Wahlgang erzielten die fünf Bisherigen die besten Resultate, verpassten allerdings alle das absolute Mehr, was letztmals 1991 der Fall gewesen war. Am meisten Hoffnung auf die beiden verbleibenden Sitze konnten sich aufgrund der Stimmenzahlen überraschend Garnier (gp, 24'833 Stimmen) und Ropraz (fdp, 23'366 Stimmen) machen. Die gemeinsame linke Liste hatte sich für Garnier also ausgezahlt. Bereits etwas

abgeschlagen waren Ganioz (sp, 21'592 Stimmen), Nobs (csp, 21'056 Stimmen) und Page (svp), der mit 20'569 Stimmen lediglich auf Rang zehn lag, damit allerdings mehr Unterstützung erhielt als noch bei den Nationalratswahlen. Seine Partei entschied, nochmals anzutreten und provozierte damit einen zweiten Wahlgang. Neben den fünf Bisherigen, Page (svp), Garnier (gp) und Ropraz (fdp) kündigte in der Folge auch Nobs (csp) an, noch einmal antreten zu wollen. Ith, der enttäuschende 14'073 Stimmen erhalten hatte und damit noch hinter Bachmann (15'981 Stimmen) lag, zog sich hingegen wie Bachmann auch zurück. Ebenfalls nicht mehr antreten wollte Ganioz. Die SP befürchtete mit einem erneuten Antritt den anscheinend möglichen dritten Sitz von Links-Grün zu gefährden. Der zweite Umgang mit den neun Kandidierenden brachte dann keine Änderungen mehr. Nicht wie ursprünglich erwartet die SP, die FDP oder die SVP, sondern die **Grünen konnten somit also den frei gewordenen unabhängigen Sitz erben** und zogen erstmals in ihrer Geschichte in die Freiburger Exekutive ein. Die FDP konnte ihren Sitz verteidigen. Der Staatsrat setzte sich somit aus Isabelle Chassot (cyp, 35'622 Stimmen im zweiten Wahlgang), Beat Vonlanthen (cyp, 35'191 Stimmen), Georges Godel (cyp, 33'504 Stimmen), Erwin Jutzet (sp, 33'141), Marie Garnier (gp, neu, 31'222 Stimmen), die trotz geringerer Stimmbeteiligung im zweiten Wahlgang auch Anne-Claude Demierre (sp, 30'472 Stimmen) noch überholt hatte, sowie Maurice Ropraz (fdp, neu, 28'359 Stimmen) zusammen. Page (20'450 Stimmen) und Nobs (19'834 Stimmen) hatten erneut keine Chance auf einen Sitzgewinn. Die Wahlbeteiligung beim zweiten Wahlgang betrug 37,6% und war damit leicht tiefer als im ersten Wahlgang (43,3%). Mit Marie Garnier erhöhte sich die Zahl der Frauen in der Freiburger Exekutive auf drei.¹⁵

ÉLECTIONS
DATE: 27.11.2016
DIANE PORCELLANA

L'élection du gouvernement fribourgeois s'est déroulée en parallèle de celle du Grand Conseil. Sur les sept membres sortants, Erwin Jutzet (FR, ps) et Beat Vonlanthen (FR, pdc) ne se sont pas représentés. Comme raison, le candidat PDC a évoqué son mandat au Conseil des Etats et Erwin Jutzet son âge avancé ainsi que le besoin de «passer le témoin aux plus jeunes». Pour la première fois, et uniquement pour le premier tour, s'est constituée une liste bourgeoise regroupant six candidats de l'UDC, du PDC et du PLR en vue d'obtenir un cinquième siège au gouvernement. Olivier Curty (FR, pdc), les candidats PDC sortants Georges Godel (FR, pdc) et Jean-Pierre Siggen (FR, pdc), Peter Wüthrich (FR, plr) et Maurice Ropraz (FR, plr), également membres du gouvernement précédent, ainsi que Stéphane Peiry (FR, udc) figuraient sur cette liste. L'UDC espérait revenir au gouvernement après avoir été évincée en 1996. Bien que son candidat était très estimé et respecté par les deux autres partis, le principal problème de l'UDC demeurait sa difficulté à rassembler des voix hors de son électorat, voix nécessaires afin de pouvoir siéger dans un gouvernement élu selon le mode de scrutin majoritaire. En faisant alliance avec les autres partis bourgeois, l'UDC tentait ainsi de maximiser ses chances. Les engagements présentés par la liste bourgeoise s'orientaient en faveur de l'économie et de l'emploi. La volonté était de favoriser la création d'emplois par les entreprises, afin que le canton puisse profiter des retours sur investissement et non plus se limiter à son statut de canton pendulaire. Le programme de l'alliance bourgeoise dévoilait six engagements: l'introduction de la RIE III, la poursuite du développement des infrastructures, la lutte contre le mitage du territoire, le renforcement du bilinguisme, la sécurité et, finalement, la mise en place de mesures pour une meilleure conciliation entre vie professionnelle et familiale. Le budget de campagne était de 200'000 de francs suisses. La gauche proposa également une liste, incluant les candidats PS, Verts et PCS. Le PS, dont un siège était laissé vacant par Erwin Jutzet, décida finalement de ne proposer que deux autres candidatures en plus de celle de l'ancienne membre du gouvernement Anne-Claude Demierre (FR, ps). Ainsi, Ursula Schneider Schüttel (FR, ps) et Jean-François Steiert (ps, FR), Conseiller national, se sont-ils portés candidat(e)s aux côtés de l'élue sortante. En 2013, Jean-François Steiert avait manqué son entrée au gouvernement face au candidat Jean-Pierre Siggen. Le socialiste reprochait notamment le manque d'audace du canton en matière d'investissement dans les domaines de la recherche, de la formation et des transports publics. Concernant les Verts, l'objectif était de maintenir le siège de la candidate sortante Marie Garnier (FR, verts). Finalement, figurait également sur la même liste la candidate Bernadette Mäder Brülhart (FR, pcs) du Parti chrétien-social. L'alliance de gauche espérait ainsi conserver ses trois sièges au gouvernement, voire décrocher un quatrième siège. Son programme s'articulait autour de onze points, dont notamment une meilleure politique familiale, la création d'emplois dans les secteurs agroalimentaires et touristiques et l'accès à la formation pour les adultes. Outre les deux listes évoquées, trois autres candidatures étaient à signaler: Irène Bernhard (FR, pvl) et pour le Parti des artistes Claudio Rugo (FR, pa) et Jessica Goodwin Chescoe (FR, pa).

Lors du premier tour, avec une participation de 39,1% et une majorité absolue fixée à

38'221 voix, sont arrivés en tête les trois anciens membres du gouvernement se trouvant sur la liste bourgeoise, à savoir Jean-Pierre Siggen avec 42'361 voix, Maurice Ropraz avec 42'076 voix et Georges Godel avec 41'881 voix. Olivier Curty a également atteint la majorité absolue avec un score de 40'190 voix et a donc accédé pour la première fois au pouvoir exécutif. Concernant le résultat des deux autres candidatures sortantes, elles sont arrivées en huitième et neuvième place, Marie Garnier avec 30'683 voix et Anne-Claude Demierre avec 29'534 voix. Toutes deux ont été devancées par Peter Wüthrich (35'801 voix), Jean-François Steiert (34'222 voix) et Stéphane Peiry (33'847 voix). Pour les autres candidatures, Ursula Schneider Schüttel a obtenu 27'659 voix, suivie par Bernadette Mäder-Brülhart avec 25'548 voix et Irène Bernhard avec 6'419 voix. Claudio Rugo (2'941 voix) et Jessica Goodwin Chescoe (2'478 voix) figuraient en dernières positions. Au premier tour, la liste de gauche n'a donc obtenu aucun siège, alors que la liste bourgeoise a placé quatre candidats.

Pour le deuxième tour, le 27 novembre 2016, trois sièges restaient à répartir. Au vue des premières tendances, les états-majors du PDC, de l'UDC et du PLR s'étaient réunis à huis-clos dans l'après-midi du 6 novembre 2016, pour déterminer la stratégie à adopter pour le deuxième tour. Deux scénarios ont été envisagés. Si l'alliance bourgeoise proposait seulement Stéphane Peiry, il y avait le risque que les bases de l'électorat du PDC et du PLR déserteraient les bureaux de vote étant donné qu'ils avaient déjà leurs candidats élus. Malgré l'assurance donnée par les chefs de ces partis quand à la loyauté de leur électorat, sans leurs voix, le candidat UDC n'avait aucune chance d'être élu. Le deuxième scénario soutenu par le PLR, souhaitait proposer un double ticket, Stéphane Peiry et Peter Wüthrich. Ce dernier ayant fait un meilleur score, il offrait plus de chances d'un cinquième siège au gouvernement fribourgeois pour l'alliance bourgeoise, car l'électorat aurait été plus largement mobilisé. Cependant, le risque était de diviser les voix entre les candidats. La stratégie retenue a été donc celle de l'unique candidature, en vue de respecter les conditions de l'alliance, à savoir avoir une représentation des différentes parties contractantes. L'UDC s'est vue rassurée, un duel avec Peter Wüthrich aurait certainement rendu le candidat UDC perdant. Peter Wüthrich, déçu pour son électorat, déplora de contrer la volonté du peuple en évinçant sa candidature au deuxième tour afin de contenter la présence des partis au gouvernement cantonal. L'Alliance de gauche proposait trois noms pour confirmer ses trois sièges à l'exécutif. Il s'agissait de Marie Garnier, Jean-François Steiert et Anne-Claude Demierre. Ursula Schneider Schüttel, arrivant en quatrième position de la liste, ne concourra pas pour ne pas disperser les voix. La campagne du deuxième tour était calme, un seul événement vint la bouleverser: la réticence de plusieurs membres de PDC de voter pour un candidat UDC. Lors d'un reportage de la Radio télévision suisse romande (RTS), un conseiller communal PDC de la ville de Fribourg, Laurent Dietrich, déclarait qu'il faudrait faire un choix entre Stéphane Peiry et Marie Garnier. Interprété comme un manque de loyauté à l'alliance bourgeoise, le président du PDC cantonal André Schoenenweid souhaita sanctionner Laurent Dietrich soit par un blâme pour avoir manqué à son devoir de réserve, jusqu'à une exclusion du parti pour ses nombreux manquements. D'autres figures politiques interrogées ont relativisé la maladresse de conseiller communal, il conviendrait même de s'interroger si ce n'était pas un règlement de compte personnel suite à la défaite du président cantonal du parti pour les élections communales de la ville de Fribourg face à Laurent Dietrich. Avec un score de 45'176 voix, Jean-François Steiert est parvenu une nouvelle fois à devancer Marie Garnier (41'600 voix) et Anne-Claude Demierre (40'783 voix). Arrivé juste derrière Jean-François Steiert au premier tour, Stéphane Peiry a pris la dernière position du second tour, perdant ainsi sa chance d'accéder au gouvernement. Par conséquent, les candidats sortants ont tous été réélus. Le PDC maintient son siège, laissé vacant, grâce à l'élection d'Oliver Curty au premier tour. Le PS maintient également ses deux sièges lors du deuxième tour avec l'élection de Jean-François Steiert. Le soutien PLR et PDC n'aura pas suffi à l'UDC pour entrer au gouvernement. Le peuple a préféré conserver un certain équilibre des forces et privilégier la constance. Jean-François Steiert ne siègera dès à présent plus au Conseil national, afin d'exercer son mandat au gouvernement fribourgeois. Il sera remplacé par Ursula Schneider Schüttel, la première des viennent-ensuite de la liste socialiste lors des élections fédérales d'octobre 2015. L'Entente bourgeoise, face à l'échec de l'UDC, ne se renouvellera pas. Elle n'a pas rempli le contrat, avoir cinq membres dont un UDC au gouvernement. L'UDC accuse la base des autres parties contractantes pour son échec et mit en doute la surreprésentation de trois PDC au gouvernement. Au regard des analyses des votes, le PDC a donné plus de voix au candidat UDC lors du deuxième tour, son électorat a donc plutôt joué le jeu.¹⁶

ÉLECTIONS

DATE: 16.05.2004

MAGDALENA BERNATH

Elections cantonales complémentaires

Im Frühling bestimmten Freiburgerinnen und Freiburger **Beat Vonlanthen (cvp)**, Grossrat und Vizedirektor des Staatssekretariats für Wissenschaft und Forschung, zum **Nachfolger für den in den Ständerat gewählten Urs Schwaller (cvp)**. Im ersten Wahlgang von Mitte Mai erzielte Vonlanthen 46,3% der Stimmen, auf die Kandidatin der SVP, Katharina Thalmann, Gemeinderätin von Murten und Mitglied des Verfassungsrates, entfielen 27,5% und auf den Christlichsozialen Marius Achermann, Vorsteher des kantonalen Amtes für Landschafts- und Umweltschutz, 26,2%. Katharina Thalmann (svp) war auch von Teilen der FDP unterstützt worden, unter anderem weil sich der CVP-Kandidat Vonlanthen gegen das Steuerpaket ausgesprochen hatte und weil die Christlichdemokraten den Freisinnigen im vergangenen Jahr in den Ständeratswahlen die Unterstützung versagt hatten. Die SVP verzichtete auf einen zweiten Wahlgang, da sie davon ausging, dass ihre Kandidatin ihr Stimmenpotential ausgeschöpft hatte und die Stimmen des Christlichsozialen in einem zweiten Wahlgang mehrheitlich dem CVP-Kandidaten zugute kämen. So wurde Beat Vonlanthen (cvp) in stiller Wahl gewählt und die Zusammensetzung der Freiburger Regierung mit 3 CVP, 2 SP, 1 FDP und 1 Unabhängigen bestätigt.¹⁷

ÉLECTIONS

DATE: 13.10.2013

MARC BÜHLMANN

Für viele überraschend präsentierte Bundesrat Alain Berset Mitte Mai die **Freiburger Staatsrätin Isabelle Chassot (cvp) als neue Direktorin des Bundesamtes für Kultur (BAK)**. Verwunderung wurde deshalb verlaublich, weil die erst 48jährige, seit 2001 in der Kantonsregierung politisierende Chassot nicht nur im Kanton Freiburg viele Sympathien genoss, sondern sich auch national seit 2006 als Präsidentin der Erziehungsdirektorenkonferenz einen Namen gemacht hatte. Die Übernahme der Direktion des BAK galt unter diesen Vorzeichen nicht unbedingt als Aufstieg, umso mehr als Chassot auf den Posten des Staatssekretärs für Bildung, Forschung und Innovation verzichtet hatte, obwohl sie dafür als Favoritin gegolten hatte. Allerdings hätte die Amtszeitbeschränkung die beliebte CVP-Regierungsrätin spätestens 2016 zu einem Rücktritt gezwungen. Die Wahl zur BAK-Direktorin zog im Kanton Freiburg Nachwahlen nach sich. Dabei war die Frage, ob die im Staatsrat mit drei Sitzen eher übervertreterte CVP ihren Sitz halten könnte. Die anderen Sitze wurden von SP (2 Sitze), FDP und seit 2011 von der GP (je ein Sitz) gehalten. Vor allem von der nicht vertretenen und bei den letzten Gesamterneuerungswahlen 2011 sieglosen SVP wurde ein Angriff erwartet, der allerdings nicht erfolgte. Die CVP portierte den Grossrat Jean-Pierre Siggen. Dessen Funktion als Präsident des kantonalen Arbeitgeberverbandes weckte in der sozial orientierten Freiburger CVP-Wählerschaft allerdings gemischte Gefühle und verhiess gute Chancen für die SP. Die im Kanton Freiburg seit einigen Jahren erfolgsverwöhnten Sozialdemokraten traten mit ihrem Nationalrat Jean-François Steiert an. Der in Bildungsfragen profilierte und perfekt zweisprachige Steiert stellte für die CVP eine grosse Herausforderung dar. Um die eigene Wählerschaft nicht ganz zu vergraulen, beschloss die CVP-Parteileitung zuerst den Alleingang ohne ein Bündnis mit FDP und SVP. Die harsche Kritik der beiden bürgerlichen Parteien und die Drohung der SVP, eine eigene Kandidatur zu lancieren, brachten die CVP allerdings zum Umdenken. Folge war eine Parteiversammlung, an der ein auf die Ersatzwahlen beschränktes, wenig solides bürgerliches Zweckbündnis beschlossen wurde. Allgemein wurde ein knappes Rennen erwartet: arithmetisch sprach die bürgerliche Unterstützung eher für Siggen, Profil und Bekanntheit versprachen aber Erfolg für Steiert, der zudem von den Grünen unterstützt wurde. Ein dritter Kandidat – der Gemeindepräsident von Surpierre Alfons Gratwohl – versprach zusätzliche Spannung, wenngleich er keine Aussicht auf Erfolg hatte.

Tatsächlich führten die 8,4% der Stimmen, die Gratwohl (6'385 Stimmen) erhielt, dazu, dass ein zweiter Wahlgang angesetzt werden musste. Dieser versprach spannend zu werden, betrug doch der Unterschied zwischen Siggen (34'983 Stimmen) und Steiert (34'505 Stimmen) nur rund 500 Stimmen. Gratwohl verzichtete auf den zweiten Umgang und empfahl Steiert. Auch beim zweiten Wahlgang war das Resultat äusserst knapp. Wieder lag Siggen (31'914 Stimmen) lediglich 562 Stimmen vor Steiert (31'352 Stimmen). Anscheinend war es der bürgerlichen Allianz besser gelungen, ihr Lager zu mobilisieren. Die SP konnte offensichtlich nicht von der Unterstützung durch Gratwohl profitieren. Lag die Wahlbeteiligung beim ersten Wahlgang noch bei 41,8%, nahmen im zweiten Umgang nur noch 33,9% der Freiburgerinnen und Freiburger ihr Wahlrecht wahr. Trotz hervorragenden Abschneidens von Steiert (der Wähleranteil der SP betrug in Freiburg bei den Parlamentswahlen 2011 rund 24%), **blieb es im traditionell katholisch-konservativen Kanton Freiburg bei der bürgerlichen Regierungsmehrheit und 3 CVP-Sitzen**. Ob diese Konstellation Bestand haben wird, wird sich spätestens bei den nächsten regulären Regierungsratswahlen 2016 weisen. Sowohl die nicht-vertreterte

SVP, im Parlament immerhin drittstärkste Fraktion, als auch der starke gesellschaftliche Wandel im Kanton, der sich nicht zuletzt auch in der zunehmenden Unterstützung für die SP manifestiert, dürften auch die nächste Regierungsausmarchung spannend machen.¹⁸

ÉLECTIONS

DATE: 25.03.2018
DIANE PORCELLANA

Soupçonnée de violation du secret de fonction suite à des fuites de documents confidentiels dans les médias, Marie Garnier (verts) déposa sa démission un an après sa réélection à l'**exécutif cantonal fribourgeois**. Les médias spéculaient sur la candidature du conseiller aux Etats Christian Levrat (ps, FR) pour l'**élection complémentaire**. Ce dernier ne briguera pas le siège vacant, estimant être plus utile à Berne. Le PS a finalement présenté la conseillère nationale Valérie Piller Carrard. Les Verts ont désigné Sylvie Bonvin-Sansonnens pour tenter de maintenir leur unique siège au gouvernement cantonal. Le Centre Gauche-PCS Fribourg a renoncé à une candidature et supportait l'écologiste. Avec deux candidatures, la gauche partait divisée. La stratégie adoptée par le Parti socialiste, de présenter également une candidate, ne faisait pas l'unanimité au sein de sa base. Plusieurs membres redoutaient que la candidature socialiste ne mette en péril la gauche plurielle et son alliance. Toutefois, au un éventuel second tour, seule la candidate remportant le plus de voix sera présentée par la gauche. Du côté des bourgeois, le PLR Didier Castella et l'UDC Ruedi Schläfli étaient dans la course. Le Parti bourgeois-démocrate y participa avec Philippe Nahum. Maya Dougoud (sans parti), avec sa liste «Energie citoyenne», et Claudio Rugo du Parti des artistes, concourèrent également pour le siège laissé libre par Marie Garnier. Le PDC recommanda le PLR plutôt que l'UDC, freinant l'ambition de l'UDC. Lors de la campagne, les aspirantes et aspirants se confrontèrent lors d'un débat devant une centaine de personnes. Les sujets abordés étaient la place des femmes au Conseil d'Etat, ainsi que les principaux dossiers de la direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

Lors du premier tour, le 4 mars 2018, personne ne franchit la majorité absolue fixée à 44'675 voix. La participation fut de 45.9%. Didier Castella arriva en tête, avec 23'642 voix. Il fut suivi par la candidate socialiste (21'286 voix) et par Sylvie Sansonnens (19'792 voix). Ruedi Schläfli accéda à la quatrième place avec 17'238 suffrages, viennent ensuite Maya Dougoud (4'078 voix), Claudio Rugo (2'035 voix) et Philippe Nahum (1'278 voix).

Pour le second tour, le parti agrarien décida de ne pas y prendre part. Le PLR se représenta, sans toutefois savoir s'il jouirait de la mobilisation de l'UDC. Le PDC renouvela son soutien. La conseillère nationale fit cavalier seul, comme candidate de la gauche. Les Verts perdirent donc leur siège au gouvernement. Durant la campagne, la gauche a joué sur l'aspect du genre, l'élection du PLR priverait l'exécutif cantonal d'une seconde femme. Les deux adversaires ont rencontré les élèves d'un gymnase et ont été interrogés quant aux éoliennes sur les crêtes du Schwyberg. Les électrices et les électeurs durent choisir entre une femme ou un homme, la droite ou la gauche.

Avec une participation de 29.9%, Didier Castella fut élu avec 32'448 voix. Valérie Piller Carrard récolta 25'446 suffrages. Le siège vert fut remplacé par un second siège PLR. Il y a donc maintenant 3 PDC, 2 PLR, 2 socialistes et plus qu'une seule femme au gouvernement fribourgeois.¹⁹

Elections fédérales

ÉLECTIONS

DATE: 20.10.1991
MATTHIAS RINDERKNECHT

In der **Romandie** fielen die Resultate sowohl sitzmässig wie wähleranteilmässig sehr uneinheitlich, in vielen Fällen den nationalen Trends widersprechend, aus. So verlor die FDP in Genf über 5%, legte aber im Wallis, im Jura und in Neuenburg zu. Die CVP verlor in allen welschen Kantonen Anteile, ausser im Jura, wo sie sich bei Abwesenheit der PCSI um drei Prozent verbessern konnte. Einen grossen Sprung nach vorn machten die Sozialdemokraten in Genf, wo sie von 18,6 auf über 26% vorrückten, jedoch die GP gleichzeitig knapp 5% verlor. Im Jura gewann die SP ebenfalls drei Prozent und beinahe gleichviel verlor sie in Freiburg. Herausragend waren auch die Gewinne an Wähleranteilen der SD in Neuenburg und der Liberalen in Genf. Die Freisinnigen verloren in der Waadt und in Genf je ein Mandat, die SP verlor einen Sitz in der Waadt und gewann einen in Genf hinzu. Überraschend eroberte die PdA wieder ein Mandat in der Waadt, wo auch die Liberalen ihre Sitzzahl um einen auf drei ausbauen konnten.²⁰

ÉLECTIONS

DATE: 24.10.1999
DANIEL BRÄNDLI

Von den 41 Sitzen, die der **Romandie** (ohne Wallis) zustehen, entfielen zwölf auf die SP (-1), neun an die FDP (-1), sechs unverändert an die CVP, fünf an die LP (-1); die SVP machte einen zweiten Waadtländer Sitz (+1). Die PdA verlor in Genf einen Sitz und entsendet somit nunmehr zwei Westschweizer Vertreter nach Bern; hingegen konnten die Grünen in Neuenburg und Genf je ein neues Mandat erobern und kamen damit auf insgesamt drei Sitze. In Genf vermochte die Alliance de gauche (AdG), die sich aus der Bewegung Solidarités und den Unabhängigen Sozialisten zusammensetzte, der SP ein Mandat abzunehmen. In Genf erfolgte eine regelrechte Umschichtung der Mandate innerhalb der Linken (SP: -2; PdA: -1; Grüne: +1; AdG: +1). Die Zerstrittenheit unter den linken Parteien im Stadtkanton zahlte sich insgesamt nicht aus, verloren sie doch eines ihrer Mandate an die CVP. In Freiburg verlor die CVP hingegen einen Sitz an die SP. Die FDP musste in Neuenburg einen Sitz an die Grünen abtreten. Die SVP legte im Waadtland und in Freiburg, wo sie zu den traditionellen Parteien zählt, um über drei Prozentpunkte zu. In Genf und im Jura, wo sie vor vier Jahren nicht angetreten war, kam sie je auf gut 7%. Sie konnte ihren Zustrom an Wählerstimmen allerdings nur in der Waadt in einen Sitzgewinn ummünzen; dieser ging zu Lasten der LP.²¹

ÉLECTIONS

DATE: 19.10.2003
ROMAIN CLIVAZ

L'UDC a obtenu le siège supplémentaire attribué au canton de **Fribourg** après le dernier recensement. En progression de 10 points à 21,4%, elle a récupéré le siège perdu en 1995. Si les autres partis ont maintenu leur acquis (PS :2 ; PDC :2 ; PCS :1 ; PRD :1), les rapports de force au sein des partis bourgeois ont été bouleversés. La forte progression de l'UDC lui a permis de dépasser les radicaux (-2 points à 12,8%) et de se rapprocher des démocrates-chrétiens en forte baisse (-8,4 à 25,4%). Il est intéressant de relever que le nouvel élu démocrate du centre, l'entrepreneur Jean-François Rime, est un transfuge du parti radical. Dans le camp de la gauche, renforcé par le bon résultat des Verts, la socialiste sortant Liliane Chappuis a été battue par le syndicaliste Christian Levrat.²²

ÉLECTIONS

DATE: 21.10.2007
SABINE HOHL

Zu keinen Sitzverschiebungen kam es dagegen im **Kanton Freiburg**. Es blieb bei der bisherigen Verteilung 2 SP, 2 CVP, 1 CSP, 1 SVP, 1 FDP. Die linken Parteien, die eine Listenverbindung eingegangen waren, konnten ihre 3 Sitze halten. Neu gewählt wurde Jacques Bourgeois (fdp), der den frei gewordenen FDP-Sitz verteidigte. Die Stimmenanteile der Parteien veränderten sich wenig. Verluste hinnehmen musste allerdings die CSP, die noch 7,1% erreichte (2003: 10,5%) und damit nur knapp vor den Grünen lag (2007: 6,3%, 2003: 4,0%). Die SP erreichte 22,7% (+1,2 Prozentpunkte), die CVP 24,8% (-0,6 Prozentpunkte), die SVP 22,0% (+0,6 Prozentpunkte) und die FDP 13,8% (+1 Prozentpunkt).²³

ÉLECTIONS

DATE: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Mit Jean-François Rime als Herausforderer versprach sich die SVP den Gewinn eines Ständeratssitzes im **Kanton Freiburg**. Die beiden Bisherigen Alain Berset (sp) und Urs Schwaller (cvp) traten allerdings beide wieder an und galten als schwierig zu schlagende Schwergewichte. Deshalb wurde auch dem zweiten Herausforderer Ruedi Vonlanthen (fdp) nur geringe Chancen eingeräumt. Die Aufgabe von Rime war es zudem, als Aushängeschild der SVP auch für die Nationalratswahlen zu mobilisieren. Trotzdem mussten die 20'558 Stimmen, die der spätere Bundesratskandidat der SVP erhielt, als Enttäuschung gewertet werden. Sowohl **Berset** (46'295) als auch **Schwaller** (44'699) erhielten mehr als doppelt so viele Stimmen und waren somit im ersten Wahlgang gewählt. Vonlanthen konnte lediglich 7'685 Stimmen verbuchen. Damit kam es wie erwartet und im Gegensatz zu 2007 nicht zu einem zweiten Umgang.²⁴

ÉLECTIONS

DATE: 23.10.2011
MARC BÜHLMANN

Im **Kanton Freiburg** bewarben sich 99 Personen auf insgesamt 18 Listen für die sieben Nationalratssitze, von denen einer frei geworden war: Thérèse Meyer-Kälin (cvp) trat nicht mehr an. Damit waren auch in Freiburg die Rekorde an Kandidierenden- und Listenzahl geknackt (2007: 80 Kandidierende, 13 Listen). Allerdings hielt auch der seit 2003 herrschende Trend des stark rückgängigen Frauenanteils unter den Kandidierenden an. Lediglich noch 24,2% der Kandidierenden waren Frauen, also sogar noch weniger als 1991 (27,6%; 2003: 39,3%; 2007: 32,5%). Listenverbindungen gab es im linken (SP, CSP, GP, EVP) und im bürgerlichen Lager, wo die CVP mit den beiden neu antretenden GLP und BDP zusammenschloss. Darüber hinaus schlossen die SVP mit der EDU und die Piratenpartei mit der Mouvement Citoyen Indépendant (MCI) eine Listenverbindung. Die FDP, die Parteilosen und eine kleine Gruppierung, die sich

„Politique Intégrale“ nennt, suchten ihr Glück jeweils alleine. Zu reden gaben dabei insbesondere die Animositäten zwischen FDP und CVP, die in früheren Wahlen jeweils als geeinter bürgerlicher Block angetreten waren.

Im Vorfeld der Wahlen wurden alle Sitze als wacklig bezeichnet, doch es kam letztlich lediglich zu einer Verschiebung: Profitieren konnte die **SP**, die nicht nur zulegen (+4 Prozentpunkte) und mit 26,7% erstmals zur wählerstärksten Partei im Kanton Freiburg avancieren konnte, sondern auch noch den Sitz der CSP zu gewinnen vermochte und neu drei Sitze in Bern hält. Ihr nationaler Präsident, Christian Levrat, erhielt 36'951 Stimmen – das beste Resultat, das ein Kandidierender im Kanton je erzielt hatte. Die Rechnung der CSP (-1,6 Prozentpunkte; 5,5%) war damit nicht aufgegangen: Hugo Fasel war bereits 2008 von seinem Nationalratsamt zurückgetreten, um seiner Nachfolgerin Marie-Thérèse Weber-Gobet die Möglichkeit zu geben, genügend Bekanntheitsgrad zu erlangen. Weber-Gobet erzielte zwar mit 11'806 Stimmen einen Achtungserfolg, die fehlenden Parteienstimmen waren jedoch eine zu grosse Hypothek, um den seit 1991 sich im Besitz der CSP befindlichen Sitz zu verteidigen. Die CVP (20,3%, -4,5 Prozentpunkte) und die FDP (12,8%, -1 Prozentpunkt) mussten zwar Wählerverluste in Kauf nehmen, konnten aber ihre Sitze (CVP: 2, FDP: 1) verteidigen. Der erwartete Zuwachs der SVP trat nicht ein. Im Gegenteil: die Volkspartei verlor 0,6 Prozentpunkte und kam neu auf 21,4% der Stimmen, womit sie ihren Sitz aber ebenfalls sicher halten konnte. Weder die BDP (1,9%) oder die GLP (3,5%), die zum ersten Mal angetreten waren, noch die Grünen (5%, -1,3 Prozentpunkte), die EDU (0,7%, -0,2 Prozentpunkte) oder die EVP (0,7%, -0,1 Prozentpunkte), welche alle leichte Verluste hinnehmen mussten, hatten eine reelle Chance auf einen Sitzgewinn. Der Frauenanteil von 28,6% blieb trotz Sitzverschiebungen gleich wie vor den Wahlen. Bei der CVP wurde die abtretende Thérèse Meyer mit Christine Buillard-Marbach ersetzt und der neue SP-Sitz wurde ebenfalls von einer Frau gewonnen: Valérie Piller Carrard zieht neu anstelle von Marie-Thérèse Weber-Gobet (csp) nach Bern.²⁵

ÉLECTIONS
DATE: 18.10.2015
ANDREA DENZ

Im **Kanton Freiburg** rangen anlässlich der **Nationalratswahlen 2015** 131 Kandidierende um die sieben zu vergebenen Sitze. Sie taten dies auf gesamthaft 27 Listen – eine Zahl die sich seit den eidgenössischen Wahlen 2007 mehr als verdoppelt hatte. Hauptverantwortlich für diese erneute Steigerung war die CVP, deren Jungpartei gleich mit vier regionalen Listen ins Rennen ging. Der Frauenanteil unter den Kandidierenden stieg ebenfalls etwas an auf 29.8% (2011: 24.2%).

Wie bis anhin, taten sich in Freiburg SP und Grüne mit der CSP und der EVP zu einer Mitte-Links Verbindung zusammen. Im rechten Lager beschränkte sich die SVP erneut auf die EDU als Listenpartner. Die CVP schloss ihrerseits einen Bund mit der GLP, während die BDP sich neu mit der FDP verband. Dass sich die BDP nicht mehr mit der CVP liierte, war für die Christdemokraten – trotz kleinem Wähleranteil der BDP – durchaus schmerzlich. Dies weil die CVP als am meisten gefährdet galt, einen Sitz an die über die Jahre immer stärker gewordene SVP zu verlieren. Mit Erstaunen wurde festgestellt, dass die Mitte-Links Partei CSP keinen einzigen Kandidaten aus dem deutschsprachigen Senneland stellte. Dass es den Christlichsozialen nicht gelang, in einem ihrer traditionellen Stammlande einen Kandidaten zu finden, wurde in der Freiburger Presse als schlechtes Omen interpretiert.

Insgesamt stellten sich alle bisherigen Nationalrätinnen und Nationalräte wieder zur Wahl. Einzig für SP-Frau Ursula Schneider Schüttel handelte es sich streng genommen um keine Wiederwahl, da sie 2012 für den in den Ständerat gewählten SP-Präsidenten Christian Levrat nachgerückt war. Für die SP kandidierten neben ihr Jean-François Steiert und Valérie Piller Carrard. Für die CVP wollten Christine Bulliard-Marbach und Dominique de Buman wieder nach Bern; für die SVP der zweimalige Bundesratskandidat Jean-François Rime. De Buman und Rime waren seit 2003 im Nationalrat und damit die amtsältesten Kandidaten des Kantons Freiburg. Auf der FDP-Liste trat Jacques Bourgeois an, um den freisinnigen Sitz zu verteidigen, wobei er gleichzeitig auch für den Ständerat kandidierte. Für etwas Aufregung im sonst eher ereignislosen Wahlkampf sorgte ein Bürger, welcher sich mittels Rekurs beim Freiburger Staatsrat mit der SVP anlegte. Da die Partei in der französischsprachigen Schweiz als „Union démocratique du centre“ antritt, pochte der Rekurrent auf Irreführung bei der Namensgebung der Wahlliste. Dies weil die Positionen der SVP kaum mit Zentrums politik in Verbindung gebracht würden. Wie schon bei einem analogen Fall im April desselben Jahres in Genf, stiess der Rekurs bei der Regierung jedoch auf taube Ohren. Der Staatsrat argumentierte, dass die Partei unter diesem Namen bekannt sei und keine Verwechslungsgefahr mit anderen Listen bestehe.

Für die SVP zeichnete sich am Wahlsonntag wie vermutet ein Sitzgewinn ab. Dass dieser

Wahlsonntag zu einem eigentlichen Wahlkrimi wurde, hatte damit zu tun, dass lange unklar war, ob der Sitzgewinn der Volkspartei auf Kosten der CVP oder der SP gehen würde. Schlussendlich waren die Sozialdemokraten die Leidtragenden, da vor allem ihr Listenpartner CSP massiv an Wähleranteilen einbüsste und nur noch auf magere 1.8% kam (-3.7 Prozentpunkte). Die SP musste ihren Sitz von Ursula Schneider Schüttel an den neugewählten SVP-Mann Pierre-André Page abtreten. Die Genossen vereinten am Ende noch 24.2% der Stimmen auf sich (-2.5 Prozentpunkte). Immerhin durfte sich Jean-François Steiert als bestgewählter Kandidat feiern lassen. Die SVP steigerte ihren Wähleranteil deutlich auf 25.9% (+4.5 Prozentpunkte). Zulegen konnte letzten Endes auch die CVP, welche den Wegfall der BDP-Stimmen wettmachte und auf 22.7% Wähleranteil kam (+2.4 Prozentpunkte). Die FDP verteidigte ebenfalls ihren Sitz und steigerte sich – analog zur CVP – um 2.4 Prozentpunkte, was in einem Wähleranteil von 14.2% resultierte. Die Grünen traten mehr oder weniger an Ort und Stelle und kamen auf 5.3% der Stimmen (+0.3 Prozentpunkte). Sie konnten dadurch den sozialdemokratischen Sitzverlust allerdings nicht verhindern. Die freiburgische Delegation im Nationalrat setzt sich neu wie folgt zusammen: 2 CVP, 2 SP, 1 FDP und 2 SVP. Durch die Abwahl von SP-Nationalrätin Schneider Schüttel sank der Frauenanteil auf 29%. Die Wahlbeteiligung lag – wie bereits 2011 – bei 47.2%.²⁶

ÉLECTIONS
DATE: 08.11.2015
ANDREA DENZ

Bei den **Ständeratswahlen** im **Kanton Freiburg** wollte die CVP den Sitz des zurücktretenden Schwergewichts Urs Schwaller verteidigen. In Angriff nahm dies für die Christdemokraten der amtierende Staatsrat Beat Vonlanthen. Die SP hingegen durfte auf die erneute Kandidatur ihres nationalen Präsidenten Christian Levrat zählen. Die FDP präsentierte mit Nationalrat Jacques Bourgeois jenen Kandidaten, welcher Vonlanthen wohl am ehesten gefährlich werden konnte. Die SVP schickte ihrerseits den ehemaligen CVP-Kantonpräsidenten Emanuel Waeber ins Rennen. Komplettiert wurde das Kandidatenfeld durch Patrick Castioni von der BDP und Ralph Schmid von der GLP.

Die SP-CVP Dominanz war im Kanton Freiburg in jüngster Vergangenheit nur einmal zwischen 1999 und 2003 kurz unterbrochen worden. Sie schien auch für die aktuellen Wahlen wahrscheinlich: Christian Levrat schien als Ständerat praktisch unbestritten, weswegen seine Kandidatur in der Presse als kaum gefährdet beurteilt wurde. Auch weil im Kanton Freiburg traditionell darauf geachtet wird, dass jeweils ein deutsch- und ein französischsprachiger Vertreter nach Bern geschickt werden, wurden dem Deutschfreiburger Vonlanthen gute Chancen zugerechnet, den Sitz für die CVP halten zu können.

Der Wahlkampf verlief eher ruhig, wobei SVP-Kandidat Emanuel Waeber mit einer pointierten Aussage von sich reden machte. In einem Fernsehinterview kritisierte er den interkantonalen Finanzausgleich und liess prompt verlauten, dass der Kanton Freiburg die 400 Millionen aus dem Ausgleichstopf nicht benötigen würde. Angesichts der Bedeutung dieses Beitrags für den Kantonshaushalt stiess er mit dieser kontroversen Meinung bei den meisten Freiburgerinnen und Freiburger auf wenig Verständnis.

Eher überraschend erreichte im ersten Wahlgang keiner der Kandidaten das absolute Mehr. Christian Levrat mit 39'014 Stimmen und Beat Vonlanthen mit 34'365 Stimmen setzten sich aber relativ deutlich von den restlichen Anwärtern ab. Auf dem dritten Platz folgte erwartungsgemäss Jacques Bourgeois mit 22'272 Stimmen, gefolgt von Emanuel Waeber, welcher 20'343 Stimmen auf sich vereinte. GLP-Kandidat Ralph Schmid war mit 13'998 Stimmen chancenlos, genauso wie der junge Patrick Castioni von der BDP, der lediglich 1'717 Stimmen erhielt. Wie man es zuvor für einen allfälligen zweiten Wahlgang erwartet hatte, zog die FDP in Absprache mit der CVP ihren Kandidaten Bourgeois, der wieder in den Nationalrat gewählt worden war, zurück. Die SVP hingegen sorgte für eine Überraschung, indem sie kurzfristig Waeber mit Nationalrat und Gewerbeverbandspräsident Jean-François Rime ersetzte und so eine stille Wahl im zweiten Wahlgang verhinderte. Damit machte sich die Partei freilich ziemlich unbeliebt – insbesondere bei der CVP. Zwar betonte die SVP, dass die Kandidatur von Rime nur auf den Sitz von Levrat ziele, sie gefährdete aber mit ihrem Angriff auch den bürgerlichen Sitz und die gute Ausgangsposition von Vonlanthen. Die Wahl des französischsprachigen Rime anstelle von Vonlanthen hätte zudem die linguistische ‚Zauberformel‘ zwischen den deutsch- und französischsprachigen Kantonsteilen obsolet gemacht. Selbst die offizielle Unterstützung Vonlanthens durch die SVP – welche im ersten Wahlgang noch ausgeblieben war – stiess bei der CVP auf reichlich wenig Gegenliebe. Freilich war Rimes Kandidatur auch für Levrat unangenehm. In der Presse wurde darin auch Potenzial einer existentiellen Bedrohung gesehen, da die Ausübung des SP-Präsidiums ohne Sitz in Bern nur schwer vorstellbar

sei.

Schlussendlich erwiesen sich die Sorgen von CVP und SP als unbegründet. Im zweiten Wahlgang behaupteten sich sowohl Christian Levrat mit 48'680 Stimmen als auch Beat Vonlanthen mit 45'122 Stimmen klar vor Jean-François Rime, welcher auf 27'132 Stimmen kam. In Sachen Parteizugehörigkeit bleibt somit in der Ständeratsvertretung des Kantons Freiburg alles beim Alten. Die 47 Prozent Wahlbeteiligung im ersten Wahlgang wurden im zweiten Umgang, der am 8. November organisiert wurde, nicht mehr ganz erreicht. Die spannende Ausgangslage vermochte aber dennoch 45.8 Prozent der Freiburger Wahlberechtigten zu mobilisieren.²⁷

ÉLECTIONS
DATE: 20.10.2019
MATHIAS BUCHWALDER

À l'occasion des **élections fédérales** d'octobre 2019 dans le **canton de Fribourg**, Dominique de Buman (pdc) était le seul élu de la délégation au **Conseil national** qui ne brigait pas un nouveau mandat. Pressenti comme favori pour lui succéder, Eric Collomb (pdc), premier des viennent-ensuite sur la liste du PDC en 2011 et en 2015, a finalement renoncé à se porter candidat. Il espérait que de Buman se retire de la chambre basse avant la fin de la législature, ce qui lui aurait permis de faire campagne en tant que sortant, «gage d'un gain de plusieurs milliers de suffrages» selon la Liberté. Un retrait anticipé était cependant hors de question pour l'ancien président du Conseil national. Pour accompagner la sortante Christine Bulliard-Marbach (pdc), les démocrates-chrétiens ont finalement présenté 6 candidates et candidats.

Au total, ce sont 154 candidates et candidats qui se trouvaient sur la ligne de départ, parmi lesquelles 40 pour cent étaient des femmes (61, contre 93 hommes). Quatre listes ne comportaient cependant aucune femme, dont celle de l'UDC. Le parti agrarien a pourtant certifié avoir fait de son mieux, en proposant à plusieurs candidates potentielles de figurer sur la liste et de soutenir leur candidature. Les personnes contactées auraient cependant toutes refusé pour diverses raisons, et le parti ne voulait pas proposer de «candidature alibi car une campagne exige un fort engagement», a expliqué le vice-président de la section cantonale au journal «la Liberté». Parmi les sept candidats UDC se trouvaient notamment les deux sortants Jean-François Rime (udc), «dinosaur du parlement» selon le journal Le Temps, et Pierre-André Page (udc). Valérie Piller Carrard (ps), Ursula Schneider Schüttel (ps) et Jacques Bourgeois (plr) figuraient également sur les listes de leurs partis respectifs pour garder leur place dans la Berne fédérale. Le parti socialiste a de son côté présenté deux listes plutôt originales: l'une, dite «internationale», était constituée de Fribourgeois.e.s résidant à l'étranger, alors que l'autre, la liste «intégration», comportait des candidat.e.s issu.e.s de la section PS Migrant-e-s fribourgeois, tous et toutes d'origine étrangère. Plusieurs petits partis ont également lancé des listes, sans grand espoir cependant de décrocher un siège, à l'image du PBD, qui avait récolté moins d'un pour cent des suffrages lors des dernières élections fédérales.

L'analyse des données récoltées par la plateforme Smartvote grâce au questionnaire soumis aux candidat.e.s a permis à la Liberté de dégager les grandes tendances en comparant notamment les résultats de 2015 avec ceux de 2019. Première constatation: les candidat.e.s se montraient plus favorables aux mesures de protection du climat qu'en 2015; une évolution en lien avec les grèves du climat et les nombreuses discussions à ce sujet dans les mois précédant les élections. D'autres questions de société ont témoigné d'une évolution: à l'exception de l'UDC, tous les partis étaient favorables à l'octroi aux couples de même sexe de droits identiques à ceux des hétérosexuels, alors qu'en 2015, seuls les Vert.e.s, les Vert'libéraux et le parti socialiste étaient en faveur de l'adoption pour les couples homosexuels sous le régime du partenariat enregistré.

Au cours de la campagne, l'affichage sauvage a fait parler dans la presse, où l'on déplorait que certain.e.s candidat.e.s se soient affichés.e.s un peu partout, faisant fi de la législation sur la publicité électorale, interdite à certains endroits, notamment par égard à la sécurité routière.

La Liberté a profité des élections pour dresser un bilan de l'action de la délégation fribourgeoise dans l'arène politique fédérale. La «Dream Team» s'est considérablement affaiblie ces dernières années, avec les départs d'Urs Schwaller (pdc), d'Alain Berset (ps), élu au Conseil fédéral en 2011 ou encore de Thérèse Meyer-Kaelin (pdc). Cependant, avec Bourgeois, directeur de l'USP, Rime, président de l'USAM, de Buman et Christian Levrat, président du PS et candidat à sa réélection au Conseil des États, il restait du beau monde pour défendre les intérêts du canton, malgré quelques déconvenues, telles que la fin de mandat pour Billag, entraînant la perte de 240 emplois, ou la perte d'un mandat de quatre millions sur quatre ans pour l'Institut du fédéralisme. En outre, le quotidien fribourgeois se faisait du souci quant à la relève, déplorant, dans une métaphore cycliste, que les autres parlementaires soient, à divers

degrés, «noyés au sein du peloton», et ne voyant pas «se pointer», à l'heure actuelle, des politiciennes et politiciens «d'un niveau comparable» à leurs prédécesseur.e.s.

Le 20 octobre, l'élection a débouché sur une surprise retentissante, avec l'échec de Jean-François Rime, qui siégeait sous la coupole fédérale depuis 2003. Pourtant, l'UDC a terminé en tête des suffrages devant le PS, le PLR et le PDC, mais les spécificités du système proportionnel ne lui ont permis de ne s'assurer qu'un seul siège, qui est revenu à Pierre-André Page, le mieux élu avec 20'924 voix. De multiples apparentements – avec quatre listes jeunes, les Vert'libéraux, le PBD et le PEV – ont permis au PDC de conserver ses deux sièges. Christine Bulliard-Marbach (20'400 voix) a été réélue et Marie-France Roth Pasquier (12'344 voix) a pris la place de Dominique de Buman au nez et à la barbe de Bruno Boschung (11'034 voix), pourtant désigné comme favori dans la presse. Le singinois a probablement fait les frais de la surreprésentation germanophone dans son parti, dans un canton à majorité francophone. La vague verte n'a pas épargné le canton de Fribourg: Gerhard Andrey (14'417 voix) a décroché un mandat, permettant ainsi aux verts fribourgeois de faire pour la première fois leur entrée sous la coupole. Avec ce succès, la gauche fribourgeoise a récupéré son troisième siège perdu en 2015, lorsque Ursula Schneider Schüttel avait échoué à défendre le siège socialiste face à Page. Cette dernière avait cependant fait son retour à Berne en tant que première viennent-ensuite de la liste socialiste après l'élection de Jean-François Steiert au Conseil d'État fribourgeois. Elle a cette fois-ci été réélue avec 17'929 voix, tout comme sa colistière Valérie Piller Carrard (20'068 voix). Quant au PLR Jacques Bourgeois, il a conservé son siège en récoltant 19'838 suffrages.

La participation a été de 43.02 pour cent. Corollaire de ces résultats, la délégation fribourgeoise au Conseil national comptera donc une majorité de femmes – 4 sur 7 – pour la nouvelle législature, ce qui est également une première pour le canton et constitue, confiait au journal *Le Temps* le géographe et écologiste Laurent Bronchi, une nouvelle évidence que Fribourg «n'en finit plus de s'ouvrir et de se rurbaniser, un néologisme qui décrit la diffusion des modes de vie urbains dans les campagnes».²⁸

ÉLECTIONS

DATE: 10.11.2019

MATHIAS BUCHWALDER

Pour représenter le **canton de Fribourg** au **Conseil des États**, une candidate et neuf candidats se sont lancés dans la course lors des **élections fédérales de 2019**. Christian Levrat (ps), président du parti socialiste suisse et élu à Berne depuis 2003, brigait un troisième mandat à la chambre haute, alors que son collègue Beat Vonlanthen (pdc) visait une deuxième législature – lui qui avait succédé à Urs Schwaller (pdc) en 2015 – après douze années au gouvernement cantonal. Afin de mettre à mal le tandem PS-PDC, le PLR fribourgeois, qui n'avait, dans son histoire, placé que des hommes à des postes clé, a semblé avoir déniché la perle rare en la personne de Johanna Gapany (plr). La conseillère communale bulloise et députée au Grand Conseil a grillé la politesse au conseiller national Jacques Bourgeois (plr), qui s'était mis à disposition de son parti en cas de besoin. Candidat à la chambre haute en 2015, le directeur de l'Union suisse des paysans (USP) avait échoué face à Levrat et Vonlanthen. Le défi était donc de taille pour Gapany, qui jouait les cartes de la jeunesse – elle est âgée de 30 ans – et de la féminité, des atouts dans cette année marquée par la grève des femmes et les grèves du climat. L'UDC Pierre-André Page, candidat à sa réélection au Conseil national, est également parti à l'assaut d'un siège de sénateur, alors que de l'autre côté de l'échiquier politique, les Vert.e.s ont misé sur Gerhard Andrey, qui brigait lui aussi un siège au national. Le président du PBD fribourgeois Anthony Jaria, le Vert'libéral Ralph Alexander Schmid et Claudio Rugo, du parti des artistes, figuraient eux aussi parmi les candidats. Enfin, le singinois Ruedi Raemy et le sarinois Flavio Guido ont visé une élection avec la liste «*Démocratie directe, spiritualités et nature*», en portant l'idée d'instaurer une micro-taxation sur les transactions bancaires en lieu et place des impôts traditionnels.

Lors du premier tour le 20 octobre, Christian Levrat a terminé largement en tête avec 36'958 suffrages, pas loin de la majorité absolue de 42'998 suffrages, pour une participation qui s'est montée à 42.87 pour cent. Concernant le deuxième siège, la donne était différente: Beat Vonlanthen (23'316 voix) ne semblait pas hors de portée de ses poursuivants.e.s Johanna Gapany (19'534 voix) et Pierre-André Page (18'497 voix). Gerhard Andrey a récolté 16'171 votes, alors que les autres candidats ont terminé nettement plus loin.

Élu au Conseil national, le candidat vert n'est pas reparti dans la bataille pour le deuxième tour. Quelques jours plus tard, l'UDC a annoncé que Pierre-André Page se retirait également de la course, ayant déjà assuré sa réélection à la chambre du peuple. C'est ainsi un match à trois qui s'est profilé en vue du second tour. Christian Levrat, dont le journal *La Liberté* a loué la capacité à faire passer les intérêts du canton avant ceux de son parti, partait cependant avec une bonne longueur d'avance, et c'était le

siège de Beat Vonlanthen qui attisait l'appétit du PLR et de Johanna Gapany. La bulloise n'a cependant pas attaqué ouvertement celui-ci et a justifié sa candidature au second tour «par la volonté d'offrir un choix» aux fribourgeoises et fribourgeois. Le sénateur singinois, à qui était reproché le cumul de nombreux mandats extra-parlementaires, se retrouvait sous pression, souffrant notamment d'un manque de visibilité dans la partie francophone du canton, alors que le journal *Le Temps* soulignait que Johanna Gapany menait «une campagne moderne, visible et dynamique, la meilleure des dix candidats au premier tour». Le duo de sortants s'est néanmoins mutuellement soutenu en mettant en avant la bonne collaboration existante pour la défense des intérêts du canton. Interrogé par la *Liberté*, Christian Levrat a insisté sur l'importance d'avoir un réseau et de l'influence au sein de la Berne fédérale. A contrario, Johanna Gapany a considéré sa jeunesse comme un atout pour faire avancer des dossiers tels que l'AVS et l'environnement, qui concernent particulièrement les jeunes générations, et dépasser les blocages existants au sein de l'Assemblée fédérale. Membre de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-CE), Beat Vonlanthen a souligné sa participation active dans l'élaboration de la loi sur le CO2 pour démontrer que les jeunes ne sont pas les seul.e.s qui se soucient de l'avenir. Si l'élection promettait d'être serrée, la participation probablement plus faible qu'au premier tour allait profiter à Vonlanthen, d'après la *Liberté*, qui soulignait que le démocrate-chrétien pouvait s'attendre à bénéficier du vote en bloc de la minorité germanophone.

Le 10 novembre, Johanna Gapany a pourtant déjoué les pronostics en délogeant Beat Vonlanthen de son siège avec une avance de 138 voix. La libérale-radical a en effet récolté 31'129 suffrages (42.3%), contre 30'991 pour son rival (42.1%). Elle s'est ainsi offert une place à Berne aux côtés de Christian Levrat, qui a terminé en tête avec 38'372 voix (52.1%). Avec cette élection, chaque canton romand sera représenté par un duo homme-femme à la chambre haute lors de la prochaine législature. En outre, un problème informatique a terni quelque peu l'annonce des résultats. Envisageant d'abord la possibilité de demander un recomptage des voix, le PDC a finalement renoncé à déposer un recours. Les médias ont cependant relevé que ce problème faisait tache pour l'image du canton, en particulier lors d'une élection si serrée, et n'était pas à même de contribuer à redonner une confiance dans les institutions à la population; une population qui ne s'est pas déplacée en masse pour voter lors de ce second tour, avec une participation en berne, à hauteur de 37.1 pour cent.²⁹

Elections complémentaires pour le Conseil des Etats

ÉLECTIONS
DATE: 11.03.2012
MARC BÜHLMANN

Die **Wahl von Alain Berset zum Bundesrat** im Dezember 2011 **machte eine Ersatzwahl für den Freiburger Ständeratssitz nötig**. Die Ersatzwahl wurde auf den 11. März angesetzt. Bereits Anfang Januar **meldete Nationalrat und SP-Parteipräsident Christian Levrat seine Ambitionen an**. Er kündigte dabei an, bei einer allfälligen Wahl die Parteipräsidentschaft auch als Ständerat zu behalten. Konkurrenz erhielt der SP-Chef von Nationalrat Jacques Bourgeois (fdp), seines Zeichen Direktor des Schweizerischen Bauernverbandes. Im Gegensatz zu seinem Widersacher kündigte Bourgeois an, den Posten als Verbandschef zugunsten der nationalen Politik aufzugeben. Die FDP wollte den 2003 an die SP verlorenen Sitz zurückerobern. Obwohl er bei den regulären Wahlen bereits zweimal angetreten war, verzichtete Jean-François Rime (svp) auf eine Kandidatur. Auch die CVP und die CSP wollten keine Kandidaturen stellen. Während die SVP keine Empfehlung abgab, unterstützte die CVP, die mit Urs Schwaller den zweiten Freiburger Ständeratssitz hielt und die bürgerliche Allianz wiederbeleben wollte, die FDP. Während die GP, die CSP und die EVP Levrat die Stange hielten, empfahlen die GLP und die BDP, leer einzulegen. Levrat galt als Favorit, hatte er doch bei den Nationalratswahlen im Herbst 2011 das beste Resultat im Kanton Freiburg erzielt. Rund 40% seiner 37'000 Stimmen kamen damals von ausserhalb seiner Partei. Allerdings waren auch bei Bourgeois 57% seiner rund 18'000 Stimmen panaschiert. Zudem war die Wahrscheinlichkeit gross, dass am 11. März aufgrund der nationalen Abstimmungen die bürgerliche Wählerschaft relativ zahlreich an die Urne gehen würde und dem gelegentlich etwas polternd auftretenden Levrat die Unterstützung, die dem eher geschliffen auftretenden Berset für das Ständeratsamt noch entgegengebracht worden war, entziehen könnte. Keine Chancen wurden den beiden weiteren Kandidaten attestiert: Charly Pache von der Piratenpartei und der unabhängige Francis Fasel hatten schon früher erfolglos für verschiedene Ämter kandidiert. Der Wahlkampf war von vielen polemischen Spitzen der beiden Favoriten geprägt. Erwartet wurde ein Fotofinish und eventuell gar ein zweiter Wahlgang, da die SP im Kanton zwar etwa doppelt so stark war wie die FDP, die Sozialdemokraten aber gegenüber einem

bürgerlichen Block in der Minderheit waren. Zudem sei Levrat nicht Berset, ecke als Parteipräsident mehr an und dürfte nicht auf viele Stimmen aus dem Mittelager zählen, hiess es aus bürgerlichen Kreisen. Bei einer Wahlbeteiligung von 45,8% war der Ausgang der Nachfolgewahlen dann aber überraschend deutlich. Mit 45'012 Stimmen **lag Levrat** nicht nur klar über dem absoluten Mehr (41'516 Stimmen), sondern auch **mehr als 12'000 Stimmen vor Bourgois** (32'658 Stimmen). Pache (3'268 Stimmen) und Fasel (2'092 Stimmen) hatten wie erwartet nichts mit dem Wahlausgang zu tun. Levrat erhielt in allen Wahlkreisen die Mehrheit der Stimmen.³⁰

ÉLECTIONS

DATE: 26.09.2021

MATHIAS BUCHWALDER

Alors qu'il s'était d'abord lancé dans la course au Conseil d'État dans le cadre des élections cantonales de novembre 2021, le sénateur fribourgeois Christian Levrat (ps) a surpris son monde en acceptant, début avril 2021, sa nomination à la tête du conseil d'administration de La Poste. Cette fonction étant incompatible avec son mandat de conseiller aux États, l'organisation d'une **élection complémentaire dans le canton de Fribourg** devenait inévitable. Programmée à la fin du mois de septembre 2021, celle-ci donnait l'opportunité au Centre de reconquérir le siège perdu par Beat Vonlanthen lors des élections fédérales de 2019 au profit de la libérale-radical Johanna Gapany, qui devenait ainsi la première femme fribourgeoise à siéger à la chambre haute. Alors que les conseillères nationales Christine Bulliard-Marbach (centre) et Marie-France Roth Pasquier (centre) ainsi que le conseiller d'État Jean-Pierre Siggen (centre) avaient d'emblée renoncé à se présenter, le député au Grand Conseil Bruno Boschung (pdc) faisait part de son intérêt. Le germanophone, originaire du district de la Singine, souhaitait ainsi rétablir l'équilibre linguistique qui prévalait jusqu'en 2019 et la non-réélection de Vonlanthen. Le choix du parti se portait cependant sur Isabelle Chassot (centre), mentionnée dès l'annonce du départ de Levrat comme la candidate idéale pour le Centre dans la presse. En effet, la cheffe de l'office fédéral de la culture (OFC) pouvait notamment faire valoir son expérience politique, en tant que conseillère d'État entre 2002 et 2013. Elle fut également collaboratrice personnelle des conseillères fédérales Arnold Koller et Ruth Metzler. Son profil rassembleur semblait capable de séduire autant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique, et la minorité germanophone du canton pouvait compter sur sa parfaite maîtrise de la langue de Goethe pour la représenter dans l'arène fédérale.

Chez les socialistes, deux candidate et candidat sortaient du bois pour incarner la relève de Christian Levrat. Le préfet du district de la Sarine Carl-Alex Ridoré (ps) faisait face à la conseillère nationale lacoise Ursula Schneider Schüttel (ps), issue de la minorité linguistique germanophone. Un temps pressenti.e.s parmi les papables, le syndic de Fribourg Thierry Steiert (ps) et sa collègue, la conseillère communale Andrea Burgener Woeffray (ps), n'étaient finalement pas candidat.e.s, alors que le conseiller national vert Gerhard Andrey excluait une candidature écologiste en apportant son soutien à Schneider Schüttel. La gauche partait ainsi unie au front, le parti socialiste désignant Carl-Alex Ridoré comme unique candidat lors d'un congrès virtuel.

Après réflexion, l'UDC ne se lançait pas dans la course et préférait concentrer ses forces sur les élections cantonales. Le PLR apportait lui son soutien à la candidature d'Isabelle Chassot, tout en étant conscient qu'il pourrait se retrouver en position délicate lors des prochaines élections fédérales en 2023 si un duo de droite se retrouvait à la chambre des cantons. En effet, rien ne garantirait le maintien du siège acquis de haute lutte par Gapany en 2019, dans un canton traditionnellement représenté par un tandem PS-Centre au Conseil des États.

Deux candidat.e.s visaient donc le siège vacant, excluant d'emblée la tenue d'un second tour. Pour défendre son siège, le parti socialiste mettait en avant la nécessité d'un équilibre entre la gauche et la droite, soulignant que «Fribourg doit marcher sur deux jambes» pour défendre au mieux ses intérêts sous la coupole. Depuis 1979, la gauche fribourgeoise n'a connu qu'une seule législature sans représentant à la chambre des cantons, entre 1999 et 2003. «La pire période pour la défense des intérêts fribourgeois à Berne», selon Christian Levrat, qui mentionnait l'échec de la candidature fribourgeoise pour accueillir le tribunal administratif fédéral. C'étaient le démocrate-chrétien Anton Cottier et le libéral-radical Jean-Claude Cornu qui siégeaient alors.

Selon la nouvelle loi cantonale sur la transparence, les partis étaient tenus de dévoiler leur budget de campagne: celui d'Isabelle Chassot se montait à CHF 135'000, alors que Carl-Alex Ridoré disposait de CHF 148'500. Un incident à caractère raciste s'est produit durant la campagne, une affiche du candidat socialiste, d'origine haïtienne, ayant été maculée de peinture blanche alors que son nom était tracé et remplacé par le mot «blanc». Isabelle Chassot avait par ailleurs renoncé à la pose d'affiches sauvages, par souci écologique.

Au moment de dépouiller les bulletins de vote le 26 septembre 2021, le suspens était de

courte durée. Isabelle Chassot devançait largement son concurrent, en récoltant 54'695 voix (62.7% des suffrages). Carl-Alex Ridoré était même battu dans toutes les communes de canton. Fribourg rejoignait ainsi Zurich, Genève et Argovie parmi les cantons ayant au moins une fois eu deux femmes qui siégeaient simultanément au Conseil des États. Fort de ce succès, le Centre confortait son statut de première force à la chambre de réflexion, avec désormais 14 représentantes et représentants. La gauche fribourgeoise devra de son côté ronger son frein durant deux ans, dans l'attente des élections fédérales de 2023 où elle tentera à coup sûr de récupérer son siège.³¹

-
- 1) Elections cantonales et communales 2016
 - 2) Elections cantonales et communales 2018
 - 3) Récapitulatif élections cantonales et communales 2021
 - 4) Presse vom 17. - 19.11.86, vom 22.11.86. und vom 9.12.86; Lib., 3. - 6.9.86; 7.10.86; 12.9.86, 21.10.86, 28.10.86, 8.11.86, 10.11.86, 20. - 22.11.86, 2.12.86; TA, 10.7.86, 15.11.86; NZZ, 10.11.86, 1.12.86.; Presse vom 17.-19.11.86; Lib., 21.10.86; 28.10.86; 8.11.86.
 - 5) Presse vom 19. und 20.11.91; Lib., 15.11.91.
 - 6) Lib., 26.4., 18.5., 30.5. und 3.9.01; NZZ, 6.8. und 7.11.01; BaZ, 1.11.01; LT und SGT, 5.11.01; TG und 24h, 19.5.01; Presse vom 12.11. und 13.11.01.
 - 7) Bund, 3.11.06; BZ, 12.6., 13.7. und 27.9.06; Lib., 2.9., 4.9., 26.9., 24.10. und 27.10. 06; NZZ, 2.11.06; Presse vom 6.11.06
 - 8) Kantonale Parlamentswahlen 2011
 - 9) BZ, 1.3.11; Lib., 6.7. und 8.7.11; BZ und Lib., 25.10.11; TA, 11.11.11; Presse vom 14.11.11.
 - 10) Résultat Grand Conseil 2016; Résultats 2011; Lib, 1.9., 5.10.16; Lib, 7.11.16
 - 11) Lib., 16-18.11.81, 7.12.81.
 - 12) Lib., 18.11. und 12.12.91; LNN, 19.11.91; BZ, 23.11.91; Presse vom 9.12.91; Ww, 5.12.91; 24 Heures, 10.12.91; L'Hebdo, 12.12.91.
 - 13) Lib., 26.4., 18.5., 30.6., 21.8., 23.8., 11.9., 21.9. und 12.10.01; LT, 8.5. und 30.5.01; LT und Lib., 12.10.01, LT, 14.11.01; Presse vom 12.11.01; TG, 15.11.01; 24h, 17.11.01
 - 14) LT, 26.1.-2.11.06; Lib., 11.3.-21.10.06; Presse vom 6.11.06; BaZ und TA, 7.11.06; Presse vom 27.11.06.
 - 15) Presse vom 14.11.11; www.fr.ch; Wahlkampf; Lib., 24.1., 28.1., 6.4., 15.4., 5.5., 23.5. und 23.7.11; BZ, 4.10.11; LT, 7.11.11; Presse vom 5.12.11; Wahlkampf; 24h und LT, 15.11. und 17.11.11; NZZ, 30.11.11; LT, 3.12.11.
 - 16) Résultat 1er tour; Résultat 2e tour; Lib, 22.1., 14.6., 30.8., 1.9., 7.11., 8.11., 19.11.16; LT, 28.11.16; LZ, 25.7.17
 - 17) LT, 20.2.-5.5.04; BZ, 13.3.-10.5.04; Presse vom 17.5.04; LT, 18.5.04; NZZ, 22.5.04.
 - 18) Lib. und NZZ, 23.9.13; Lib, 30.7.13; LT und NZZ, 10.5.13; Lib, 1.6., 22.6., 26.6., 5.7., 6.8., 19.8. und 21.8.13; NZZ, 19.9.13; Presse vom 14.10.13; Lib, 15.10.13; Lib., 26.9. und 5.10.13; NZZ, 11.10.13.
 - 19) LT, 8.11.17; Résultats 1er tour; Résultats 2nd tour; Lib, 18.12.17; Lib, 11.1.18; Lib, 12.1., 16.1.18; BZ, 23.1.18; Lib, 2.2., 10.2., 13.2.18; Lib, 5.3.18; Lib, 6.3., 13.3.18; LZ, 26.3.18
 - 20) Presse vom 22.10.91.
 - 21) TA, 26.10.99; Lit. Seitz, Die Nationalratswahlen 1999.
 - 22) FF, 2003, p. 6872 ss.; Lib., 2.9. 20.10 et 22.10.03; BaZ, 15.9.03; presse du 21.10.03.
 - 23) BBl, 2007, S. 8115 ff.; NZZ, 22.10.07.
 - 24) TG, 22.1.11; BaZ, 8.4.11; TA, 12.10.11; Presse vom 24.10.11; vgl. SPJ 2007, S. 62 f.; www.fr.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (www.politik-stat.ch).
 - 25) BBl, 2011, S. 8267 ff.; BZ, 31.1.11; LT, 7.7.11; 24h, 29.8.11; Lib. und NZZ, 30.8.11; BZ, 5.9.11; NZZ, 6.9.11; 24h, 6.10.11; TA, 13.10.11; NZZ, 14.10.11; Presse vom 24.10.11; Blick, 19.12.11; www.fr.ch; Bundeskanzlei (www.parlament.ch); BFS (BFS.admin.ch; www.politik-stat.ch); Lit. BFS.
 - 26) Lib, 8.5., 15.5.15; NZZ, 7.8.15; Lib, 20.8., 31.8., 1.9., 12.9., 18.9., 30.9.15; LT, Lib, 19.10.15
 - 27) NZZ, 7.8.15; TG, 15.9.15; Lib, 16.9., 1.10., 19.10., 21.10., 23.10., 28.10.15; TA, 4.11.15; LT, 6.11.15; LT, Lib, 9.11.15
 - 28) Lib, 25.1., 7.2., 15.2., 16.2., 25.2., 27.3., 4.4., 6.4., 11.4., 10.5., 7.9., 20.9.19; LT, 25.9.19; Lib, 30.9., 2.10., 3.10.19; Lib, 18.10.19; LT, 21.10.19
 - 29) Lib, 16.1., 17.1., 19.9., 23.9., 24.9., 26.9., 27.9., 30.9., 1.10., 2.10., 3.10., 4.10.19; Lib, 18.10.19; LT, 24.10.19; Lib, 30.10., 31.10.19; LT, Lib, 2.11.19; Lib, 4.11.19; Lib, 5.11.19; Lib, 6.11., 7.11., 11.11.19; LT, Lib, TG, 12.11.19; LT, 29.11.19
 - 30) Wahlkampf; Lib., 4.1. und 5.1.12; Presse vom 6.1.12; Lib., 10.1. und 11.1.12; Presse vom 12.1. und 17.1.12; Lib., 28.1. und 2.2.12; NZZ, 4.2.12; Lib., 17.2., 23.2. und 24.2.12; LT und AZ, 7.3.12; NZZ, 9.3.12; Presse vom 12.3.12
 - 31) Lib, 16.4., 17.4., 30.4., 1.5., 8.5., 20.5., 27.5., 17.6., 25.6., 29.7., 3.8., 17.8., 25.8., 28.8.21; Lib, 4.9.21; Lib, 6.9., 7.9., 8.9., 10.9.21; LT, 14.9.21; 24H, Lib, 27.9.21